



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Vendredi 1^{er} septembre.

RDC: les 33 ONG dénoncent «une stratégie du pouvoir» visant à violer l'accord du 31 décembre. Les travaux dits d'évaluation du processus électoral à Kananga «visent en réalité l'adoption d'un projet de loi pour modifier les modes de scrutin en violation de la Constitution, et le report des trois élections – présidentielle, législative et provinciales- devant se tenir au plus tard le 31 décembre 2017», a indiqué la Coalition de 33 ONG pour le respect de la Constitution dans un communiqué publié jeudi 31 août. Ces ONG dénoncent l'absence d'un chronogramme avec prévisions claires des dates de convocation de ces scrutins, l'opacité entretenue dans la planification opérationnelle des activités d'enrôlement, l'absence d'un plan de décaissement et d'appui budgétaire du gouvernement et des partenaires, les différentes déclarations contradictoires de M. Corneille Nangaa... Selon ces ONG, la CENI, le CNSA et le Gouvernement «n'ont aucun mandat ni légitimité pour modifier le consensus dégagé par les signataires de l'Accord politique global et inclusif du 31 décembre 2016», en ce qui concerne l'organisation de ces trois scrutins. Au cours de ce point de presse, Georges Kapiamba a également demandé aux autorités congolaises de libérer les cinq activistes des droits de l'homme condamnés par le tribunal de paix de Lubumbashi, dont Jean Mulenda, Jean-Pierre Tshibitshiabu, Patrick Mbuya et Timothée Mbuya.

Nord-Kivu : le mauvais état de la route Beni-Butembo provoque la flambée des prix des denrées alimentaires. La société civile de la ville de Beni dénonce la flambée des prix des denrées alimentaires sur le marché suite à la dégradation de la route Beni-Butembo. Elle fait remarquer que la population et les commerçants sont les principales victimes de cette dégradation. La société civile demande au gouvernement central de trouver une solution immédiate pour réhabiliter cette route qui connecte la province du Nord Kivu aux villes de Kisangani et de Bunia. Elle demande aussi au Foner de prendre de nouvelles dispositions pour désigner une société qui va percevoir le péage.

Haut-Katanga : des militaires impliqués dans les vols armés et meurtres présentés à la Cour militaire. La cour militaire du Katanga a présenté mercredi 30 août à la prison de haute sécurité de Buluo à Likasi (Haut Katanga) dix prévenus poursuivis pour vols à mains armées, meurtres, association des malfaiteurs et détention illégale d'armes de guerre. Parmi les prévenus, il y a des militaires, un policier et des civils.

Nord-Kivu : l'activisme des Maï-Maï, une menace contre les pêcheurs du Lac Edouard. L'activisme des groupes de miliciens Maï-Maï demeure une menace permanente contre les pêcheurs individuels du Lac Edouard, malgré les opérations que conduisent les Forces armées de la RDC et les Eco-gardes de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) contre ces hommes armés, a dénoncé jeudi 31 août, la Fédération des pêcheurs du Lac Edouard (Fecopeile). La Fecopeile, demande le renforcement des mesures de sécurité pour les pêcheurs et la biodiversité du Lac Edouard. En plus, la cité des pêcheurs de Kyavinyonge sur la côte Ouest du Lac-Edouard, est depuis trois jours sous la menace d'un groupe Maï-Maï.

Uvira : des hommes armés ont incendié près de 60 maisons à Ishenge. Des hommes armés identifiés aux miliciens Banyamulenge, ont attaqué dans la nuit de jeudi à vendredi 1er septembre, le village d'Ishenge, dans les hauts plateaux de Bijombo, en territoire d'Uvira (Sud-Kivu). Ils ont incendié près de soixante maisons d'habitation des villageois. Face à cette situation, la grande majorité de villageois et leurs voisins ont déserté

leurs villages pour trouver refuge vers Tchanzovu et Maheta. Des témoins indiquent que les assaillants auraient été repoussés vendredi matin vers le village de Kagogo, d'où ils seraient venus.

Ituri : les Fardc ravissent aux policiers un lot de chanvre saisi à Kpangba. Les Forces armées de la RDC ont ravi à la Police nationale congolaise (PNC) un lot de chanvre qu'elle a saisi, mercredi 30 août, entre les mains des civils, dans le foyer minier de Kpangba, en territoire de Djugu. Le porte-parole de la police en Ituri dénonce le ravissement de ce lot de chanvres et d'autres boissons fortement alcoolisées, qui sont interdits à la commercialisation. Dans sa relation des faits, le major Abeli Mwangu, indique que ces policiers étaient porteurs d'une réquisition d'informations du Parquet de grande instance pour exécuter la décision du Gouverneur qui interdit la commercialisation et la consommation de boissons fortement alcoolisées en Ituri. Selon des témoins, le lot de chanvres et de boissons alcoolisées appartient à certains officiers militaires qui en repartent avec de l'or brut.

Samedi 2 septembre.

Kinshasa : Kimbuta interdit le meeting du Rassemblement. Le gouverneur de la ville de Kinshasa, André Kimbuta, a interdit, dans une lettre datant du 31 août le meeting prévu par le Rassemblement pour dimanche 3 septembre de 9h à 17h sur l'espace situé entre le Boulevard Triomphal et l'Avenue de l'Enseignement dans la commune de Kasa-Vubu. Le chef de l'exécutif provincial justifie ce refus par l'existence d'une autre demande de meeting formulée par l'autre aile du Rassemblement. Le gouverneur de la ville de Kinshasa fait aussi remarquer que l'espace choisi par le Rassemblement n'étant pas fermé, les forces de l'ordre pourraient éprouver des difficultés à sécuriser la population et leurs biens. Le Rassemblement a organisé ce meeting pour exiger le respect de l'accord du 31 décembre 2016, signé sous la facilitation de la Cenco, au Centre Interdiocésain de Kinshasa. Le Rassemblement, estime que la décision du gouverneur de la ville de Kinshasa d'interdire le meeting du dimanche 3 septembre, traduit la volonté du gouvernement de bafouer les libertés publiques et les droits de l'homme. Il fait remarquer que les raisons avancées par l'exécutif provincial ne tiennent pas la route.

RDC : le rassemblement exige la libération des prisonniers politiques et le retour des exilés politiques. Le Rassemblement des Forces politiques et sociales acquises au changement, présidé par Felix Tshisekedi, exige la libération des prisonniers et le retour des exilés politiques. Selon cette plateforme de l'opposition, il ne peut pas y avoir élections démocratiques, crédibles, inclusives et transparentes, tant qu'il n'y a pas de décriminalisation politique. Cette plateforme exige aussi la publication du calendrier électoral. Le Rassemblement constate que « l'Etat Congolais est quasiment en cessation de paiement, les salaires des agents et fonctionnaires sont impayés, l'activité économique tourne au ralenti ». La plateforme dénonce l'indifférence du pouvoir en place à cette misère et aux revendications sociales légitimes de corps d'élite tel que les médecins, les professeurs d'université, les magistrats, les enseignants,

Interdiction du meeting du Rassemblement : Joseph Kapika appelle au dialogue. « Je constate malheureusement qu'il y a eu beaucoup de manifestations qui ont tourné au vinaigre parce que parmi les manifestants, il y en a qui n'ont dans la tête que la violence. Je répète, et c'est le testament du président Tshisekedi, quel que soit le problème qui nous divise, il faut rentrer à la table du dialogue. Que ceux qui sont respectueux de la mémoire d'Etienne Tshisekedi, que ceux qui ont intériorisé ses enseignements, suivent cette voie-là », recommande Joseph Kapika. Le ministre de l'Economie demande aussi au Rassemblement de renoncer à sa manifestation de lundi 4 septembre. Il demande à Felix Tshisekedi de ne pas perturber la rentrée scolaire avec des manifestations politiques.

Dimanche 3 septembre.

Rentrée scolaire 2017-2018 : les enseignants invités à « reprendre le chemin de l'école » le 4 septembre. Tous les enseignants de la RDC sont invités à reprendre le chemin de l'école lundi 4 septembre pour la rentrée scolaire 2017-2018. Le secrétaire général au ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel, Jean-Marie Mangobe, a lancé cet appel, samedi 2 septembre, lors de la signature d'un protocole d'accord entre le gouvernement et l'intersyndical des syndicats des enseignants de son secteur. Selon lui, dans ce protocole d'accord, les deux parties ont convenu un réajustement du salaire des enseignants avec une augmentation en deux temps de 30 000 Francs congolais (20 USD), partant du mois d'août jusqu'en décembre 2017. Le gouvernement a accepté d'accorder à la mutuelle de santé à partir de la paie complémentaire du mois d'août 2017, une enveloppe supplémentaire de 200 millions de Fc (129 032 USD)», a affirmé Jean-Marie Mangobe.

Rentrée scolaire 2017-2018 : le Syecat boude, le Syeco « attend se prononcer ». Le Syndicat national des enseignants des écoles conventionnées catholiques (Synecat) boude la rentrée scolaire 2017-2018, fixée pour

lundi 4 septembre sur toute l'étendue de la RDC. «Il n'y a pas de rentrée et c'est claire», a affirmé son secrétaire général, Jean-Bosco Puna. «Nous attendons la bonne foi du gouvernement. On n'a pas actualisé nos salaires. Qu'on réajuste le taux et qu'on paie les nouvelles unités qui travaillent bénévolement», a-t-il indiqué. Le Syndicat des enseignants du Congo (Syeco) a signé, «sous réserve», le protocole d'accord avec le gouvernement.

La Monusco ouvre un sous-bureau à Tshikapa. La Mission des Nations unies en RDC a ouvert un sous-bureau dans la ville de Tshikapa, chef-lieu de la province du Kasai. Le chef de cette antenne, Léopold Gnonke a officiellement pris possession de ses bureaux samedi 2 septembre. Pour le chef du bureau de la Monusco au Grand-Kasai, Charles Frisby, l'ouverture de l'antenne de Tshikapa a comme mission notamment de faire le suivi de la campagne sur la Résolution 2348 et l'accord de la Saint-Sylvestre.

Nord-Kivu : trois civils tués lors d'une incursion des présumés ADF dans le village Lahe-Malolu/Vemba. Trois personnes ont été tuées à la machette et trois autres kidnappées samedi 2 septembre, dans l'après-midi, lors d'une incursion d'un groupe d'hommes armés à Lahe-Malolu/Vemba, un village situé à environ 12 km de la ville de Beni (Nord-Kivu). Selon le président de la société locale, le pasteur Gilbert Kambale, les auteurs de ces tueries sont des présumés rebelles de l'ADF qui se réorganisent depuis quelques temps dans la zone. Il appelle les Fardc et la Monusco à prendre des dispositions pour empêcher de nouveaux massacres des civils à Beni.

Annulation du meeting du Rassemblement : la police déployée sur le boulevard Triomphal. La Police nationale congolaise (PNC) est déployée depuis la matinée de dimanche 3 septembre sur le terrain compris entre le boulevard triomphal et l'avenue de l'enseignement. Ce dispositif policier fait suite à l'annulation, il y a quarante-huit heures, du meeting du Rassemblement qui devrait se dérouler à cet endroit. Ce meeting a été programmé, à l'occasion du retour à Kinshasa du président du Rassemblement, Félix Tshisekedi, qui revient d'une tournée à l'étranger. Les policiers sont également déployés aux abords du Palais du peuple et non loin de la résidence de l'ancien président de l'UDPS, Etienne Tshisekedi, à Limete résidentielle, au niveau de la 10e rue.

Sud-Ubangi : pas de rentrée scolaire le 4 septembre (Syndicats). La rentrée scolaire n'aura pas lieu lundi 4 septembre au Sud-Ubangi. L'intersyndicale des enseignants de cette province, a pris cette décision dimanche 3 septembre, à l'issue de leur assemblée générale. Elle annonce aussi la suppression de la contribution des parents au cours de cette année scolaire. L'intersyndicale annonce aussi à partir de lundi 4 septembre, un mouvement de grève générale dit «Écoles sans enseignants.» Tous les réseaux d'enseignement confondus, réclament le paiement des salaires des enseignants au taux actuel du dollar américain et le paiement de tous les enseignants reconnus par l'Etat mais qui ne sont pas encore payés. L'intersyndicale des enseignants du Sud-Ubangi demande aussi l'avancement en grade de certains parmi eux qui totalisent 20 ans de carrière au même grade.

RDC: 8 personnes mortes foudroyées à Dungu. Une trentaine de creuseurs artisanaux ont été foudroyés samedi dans un gisement d'or dans le groupement Sambia (Haut-Uele), précisément à Dungu, territoire à 780 km au nord-est de Kisangani. Huit d'entre eux en sont morts, selon le bilan publié dimanche 3 septembre par les autorités locales. Une vingtaine d'autres blessés grièvement sont présentement prise en charge dans des structures sanitaires locales. Des cas de foudre sont fréquents pendant cette période pluviale dans cette région.

RDC: les membres de l'UDPS empêchés d'accueillir Félix Tshisekedi. Le bureau politique de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) a été empêché dimanche 3 août par la Police nationale congolaise (PNC) d'accéder à l'aéroport international de N'djili à Kinshasa pour accueillir le leader du Rassemblement, Félix Tshisekedi, a annoncé à Radio Okapi le porte-parole de l'UDPS, Augustin Kabuya. «On nous a empêchés de (...) nous présenter à l'aéroport international de N'djili. Et c'est ça la démocratie ? Si, pour accueillir le président du Rassemblement, ça pose problème, quelles sont les garanties que la majorité au pouvoir et Monsieur Nangaa, président de la Commission électorale nationale indépendante peuvent nous donner encore s'il y a élections dans notre pays?» Selon le porte-parole de l'UDPS, plusieurs militants ont été interpellés par la PNC, qui a également utilisé des gaz lacrymogènes à Limete.

Lundi 4 septembre.

RDC: rentrée scolaire sur fond de tension entre syndicats et gouvernement. Le gouvernement congolais et l'intersyndicale de la Fonction publique ont confirmé la rentrée scolaire 2017-2018 pour ce lundi 4 septembre alors que les principales formations syndicales, le Syndicat des enseignants du Congo (Syeco) et le Syndicat des écoles conventionnées catholiques (Synecat), s'y opposent. «Les enseignants conditionnent la reprise des enseignements sur toute l'étendue de la République à la matérialisation du paiement du complément de leurs salaires, tel que prévu et stipulé par ledit accord; du paiement de cinq mille enseignants tel que convenu; du versement de 200 millions de francs congolais (Environ 130 000 dollars américains) pour le compte de la MESP

[Mutuelle de santé des enseignants de l'EPSP]. Les enseignants attendent la solution à tous ces problèmes au plus tard ce dimanche 3 septembre à minuit». Il en est de même du Syndicat des écoles conventionnées catholiques qui, lui, a carrément rejeté toute nouvelle négociation avec le gouvernement. De leur côté, les autorités réaffirment la reprise des cours ce lundi.

Kasaï : le gouverneur encourage la rentrée scolaire pour ce lundi 4 septembre. Le gouverneur du Kasaï, Marc Manyanga Ndambo encourage les parents à envoyer leurs enfants à l'école ce lundi 4 septembre 2017 afin de réussir la rentrée scolaire 2017-2018 dans la province. Au cours d'un échange ce week-end avec le chef de bureau de la Monusco au Grand-Kasaï à Tshikapa, M. Manyanga a estimé que le fait de réussir la rentrée scolaire ce lundi sera une réponse à la milice Kamuina Nsapu «qui a désabusé l'espace scolaire dans la province».

Kasaï-central : des policiers en formation pour sécuriser l'enrôlement des électeurs à Luiza. Les éléments de la Police nationale congolaise (PNC) du territoire de Luiza (Kasaï-central) suivent depuis quelques jours une formation pour assurer la sécurité des opérations d'identification et d'inscription des électeurs sur le fichier électoral qui sera lancée incessamment dans ce territoire. Ces éléments sont disposés et prêts à accompagner la CENI dans la réussite de l'enrôlement au Kasaï-central.

Sud-Ubangi : plus de vingt présumés rebelles interpellés à Gemena. Plus de vingt personnes, soupçonnées par les services de sécurité d'être à la solde d'un mouvement rebelle basé en Centrafrique, sont depuis une semaine aux arrêts. Les prévenus sont accusés d'appartenir à un groupe armé qui se préparerait à attaquer les symboles de l'état à Gemena. Depuis samedi dernier, plusieurs habitations soupçonnées de servir d'abris à ces rebelles sont perquisitionnées sans mandat, ont indiqué ces sources qui font également état d'une situation de panique à Gemena suite à ces décentes des services de sécurité dans plusieurs quartiers de Gemena.

Kinshasa : rentrée scolaire effective dans les écoles privées. Enseignants et élèves ont été présents dans les écoles privées telles que Shaumba, Source de Vie, Malula, Complexe scolaire Monsengwo, ou encore au Complexe scolaire Mgr Moke. Il en est de même dans quelques écoles conventionnées catholiques visitées par un reporter de Radio Okapi, à l'instar des collèges Boboto, Elykia, et aux Lycées Bosangani et Kabambare. Si dans ces écoles, la rentrée scolaire est effective, il n'en est pas le cas dans les établissements publics.

Rentrée scolaire dans l'Ex-Equateur : les élèves présents, les enseignants absents. Quelques élèves ont été présents dans leurs écoles respectives, lundi 4 septembre, premier jour de la rentrée scolaire 2017-2018 dans plusieurs villes de l'ex-Equateur. Cependant, les enseignants n'ont pas repris le chemin de l'école. Ils ont affirmé qu'ils ont répondu au mot d'ordre de grève générale lancé par les différents syndicats des enseignants du Congo. Cette situation est constatée à Mbandaka (Equateur), à Boende (Tshuapa), à Gemena (Sud-Ubangi), à Lisala et Bumba dans la Mongala, à Gbadolite (Nord-Ubangi).

RDC : le sénateur Mokonda Bonza appelle le gouvernement à ratifier l'accord de Paris. Le sénateur Florentin Mokonda Bonza invite le gouvernement de la RDC à ratifier l'accord de Paris, signé en décembre 2015, lors de la 21e Conférence de l'ONU sur le climat (COP 21). S'exprimant dimanche 3 septembre devant la presse, il a recommandé à l'exécutif congolais de considérer ce problème comme une priorité pour ne pas faire perdre au pays plusieurs financements. «Je considère que c'est une faute grave. Le président de la République doit attirer l'attention du gouvernement sur cette question. Le parlement également doit interpellier le gouvernement de manière à ce que ce projet de loi soit déposé à la prochaine session parlementaire qui commence dans 14 jours», recommande le sénateur Mokonda. La RDC a adopté et signé l'accord de Paris en décembre 2015, à l'issue de la COP 21. Elle déjà bénéficié de 250 millions de dollars américains sur un total de 1 milliard de dollars sollicité dans le cadre de l'initiative Forêt d'Afrique centrale (CAFI). Elle devra aussi recevoir d'autres financements dans le cadre de fonds vert climat.

Rentrée scolaire timide dans les écoles publiques à Kisangani. Dans la plupart des établissements primaires et secondaires visités, les élèves ne se sont pas présentés en grand nombre et le peu d'enseignants qui voulaient occuper les enfants présents dans la cour de certaines écoles ont dû interrompre leurs activités sur ordre de leur syndicat. Certains parents continuent à négocier pour obtenir auprès des chefs d'établissement «le paiement échelonné» des frais scolaires avant d'envoyer leurs enfants à l'école.

Sud-Kivu : l'appel au boycott de la rentrée scolaire diversement suivi. L'appel au boycott de la rentrée scolaire au Sud-Kivu lancé par la synergie des syndicats des enseignants a été diversement suivi par les enseignants de Bukavu et d'autres territoires de la province du Sud-Kivu ce lundi 4 septembre. Pour le secrétaire provincial du syndicat des enseignants catholiques du Sud-Kivu, Jacques Cirimwami, l'appel au boycott de la

rentrée scolaire dans la province a été suivi. Selon lui, les enseignants qui n'ont pas respecté la consigne de grève sont ceux qui évoluent au sein «des établissements scolaires nantis» et qui ont subi des pressions.

Des maisons cambriolées la nuit dernière à Kananga. Des tirs ont été entendus la nuit de dimanche à lundi 4 septembre à Kananga au Kasai-Central. Selon la police, des bandits armés qui ont cambriolé ou tenté de cambrioler des maisons ont croisé des policiers en patrouille avec qui ils ont échangé des coups de feu pendant plusieurs minutes dans les communes de Ndesha et Katoka.

RDC : le gouvernement et les pétroliers mettent en place une commission mixte pour mettre fin à la crise. Le ministère de l'Economie et la corporation pétrolière se sont convenus de créer une commission mixte pour mettre fin à la pénurie du carburant dans les stations-services. Cette décision a été prise ce lundi 4 septembre à Kinshasa, après une rencontre entre les deux parties. Les travaux réalisés par cette commission détermineront l'augmentation ou pas du prix du carburant dans les stations. Entretemps, le ministre de l'Economie demande à la corporation de rouvrir les stations. Les pétroliers ont soumis au ministre de l'Economie leurs revendications notamment rendre disponible les devises pour soutenir leur trésorerie, le réajustement de prix du carburant à la pompe, car ils vendent à perte, affirment les pompiers. La corporation pétrolière demande le soutien du gouvernement, sinon ses membres risquent d'être traités d'insolvable par leurs fournisseurs.

Kasai Central : lancement de la formation des agents électoraux. La formation des agents électoraux a débuté ce lundi 4 septembre à Kananga en prévision de l'enrôlement des électeurs au Kasai, au Kasai-Central ainsi que dans deux territoires de Lomami. Le rapporteur de la Ceni, Jean-Pierre Kalamba, affirme envisager un moyen pour accélérer le processus afin que les premières cartes d'électeurs soient délivrées dans une dizaine de jours.

Lomami : évasion de 119 détenus à la prison de Kabinda. Cent dix-neuf de détenus se sont évadés, dimanche 3 septembre, de la prison de Kabinda, dans la province du Lomami. Selon le directeur de cette maison carcérale, Nyongoli Mutanade, avant l'évasion, la prison de Kabinda comptait 124 détenus, dont 92 prévenus et 32 condamnés. Après le constat, il explique avoir trouvé sur place 5 prisonniers qui n'ont pas suivi le mouvement. D'après la même source, les 119 détenus ont profité de l'abandon de poste de deux policiers de garde pour agresser les deux autres qui restaient avant de s'évader.

Mardi 5 septembre.

RDC : les médecins annoncent la fin de la grève. Les médecins regroupés au sein du Syndicat des médecins du Congo (Symeco) ont suspendu lundi 4 septembre leur mouvement de grève enclenché depuis le 18 août. Dr Juvénal Muanda, secrétaire général du Symeco invite les médecins des hôpitaux à reprendre le travail dès ce mardi 5 septembre.

Cette décision intervient après l'analyse de l'accord conclu le samedi 2 septembre entre le gouvernement et les deux syndicats des médecins (Symeco et Synamed). L'accord prévoit notamment la paie de la prime de risque professionnel et la mise sous statut des fonctionnaires des 350 médecins dès octobre 2017. Cependant, le Syndicat des médecins du Congo prévient que la suspension de la grève reste valable jusqu'à la mise en œuvre de tous ces engagements pris par le gouvernement de la République. Les blouses blanches réclament l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles qui, selon eux, passent par l'application du taux de change actuel à la paie des médecins, l'inscription sur les listes de paie des médecins qui ne sont pas encore rémunérés ainsi que les promotions en grades.

Nord-Kivu : la pluie et l'insécurité ont perturbé la rentrée scolaire à Beni et Lubero. Quelques élèves ont été aperçus lundi 4 septembre sur le chemin de l'école à Beni et Lubero, ont indiqué lundi des sources locales, estimant cependant que la rentrée scolaire 2017-2018 dans ces régions du Grand Nord a été perturbée par la pluie et l'insécurité.

Le gouvernement appelé à recourir au Fonds de promotion de l'éducation pour améliorer le salaire des enseignants. L'ONG «Action contre les violations des droits des personnes vulnérables» (ACVDP) demande au gouvernement d'actionner le mécanisme du Fonds de promotion de l'éducation pour soutenir la paie des enseignants et améliorer leur rémunération. En effet, le Fonds de promotion de l'éducation a été justement créé pour promouvoir l'éducation nationale et aider à résoudre les difficultés que connaissent les enseignants en RDC.

Baraka : une attaque des miliciens Yakutumba repoussée par l'armée. L'attaque à l'arme lourde et à la mitrailleuse a duré plus d'une heure. Les assaillants voulaient prendre le contrôle de la cité de Baraka. Ils ont dû

se retirer suite à l'intervention des éléments de la force navale positionnés dans le secteur. Les attaquants se sont retirés dans la presqu'île d'Ubwari située non loin de Baraka.

Nord-Kivu : lancement des travaux de la clôture électrique du Parc national des Virunga. La fondation Virunga et l'ONG locale Virunga Yetu ont lancé, lundi 4 septembre, le projet d'installation d'une clôture électrique le long des limites du parc et du village. Selon les deux structures, cette idée est mise en place pour mettre fin au conflit qui oppose ces cinq dernières années le Parc national des Virunga à la population riveraine d'Ishasha dans le Rutshuru. La clôture électrique qui sera installée est longue de 10 km. La durée des travaux est de deux mois. Ce projet est ainsi la réponse de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) aux nombreuses plaintes des populations, a indiqué le superviseur des travaux de la Fondation Virunga, Jean-Claude Mulengezi.

Sud-Kivu : retour au calme après des coups de feu entendus la veille à Baraka. La situation est calme depuis mardi 5 septembre le matin, après des coups de feu entendus la veille à Baraka dans la province du Sud-Kivu. D'après le Centre d'encadrement pour la défense des droits de l'homme (CEADHO), les Forces armées de la RDC et les groupes armés s'affrontent dans la presqu'île d'Ubwari, dans les moyens et hauts plateaux.

Equateur : le gouvernement provincial visé par une motion de censure. L'assemblée provinciale de l'Equateur va examiner jeudi 7 août prochain au cours d'une session extraordinaire la motion de censure contre le gouvernement de la province. Cette motion initiée par six députés provinciaux a été déposée la semaine dernière au bureau de cet organe. Les six élus reprochent à l'exécutif provincial la mauvaise gestion des deniers publics. Dans le cadre de l'examen de cette requête d'un groupe de députés, le ministre de l'Intérieur a autorisé le gouverneur Tony Bolamba bloqué depuis plusieurs semaines à Kinshasa à regagner sa province pour être auditionné par l'assemblée, ont indiqué des sources locales. D'après ces sources, une délégation du ministère de l'Intérieur se rendra également mercredi 6 août à Mbandaka pour assister le lendemain à cette plénière et «faire le constat» de la suite que l'assemblée va donner à cette motion.

Ituri : la SOKIMO inaugure sa nouvelle usine de Nizi d'une capacité de 270 kilos d'or l'an. La Société des mines d'or de Kilo Moto (SOKIMO) a débuté, lundi 4 septembre, les activités dans sa nouvelle usine construite dans son site de Nizi, à 30 km au Nord de Bunia (Ituri). Selon son directeur général, Upio Kakura, cette nouvelle usine construite sur fonds propres a la capacité de produire à moyen terme 257 Kilos d'or par an. La SOKIMO a déboursé 5 300 000 USD pour la construction de sa nouvelle usine. Son travail consiste notamment à l'extraction des minerais, au traitement et à la récupération des métaux ainsi qu'à la fonte de l'or pour en obtenir des lingots, indique Upio Kakura.

Haut-Katanga : Kazembe saisit la cour d'appel pour «inconstitutionnalité» de l'élection du gouverneur. Le collectif des avocats de l'ancien gouverneur du Haut-Katanga, Jean-Claude Kazembe a saisi lundi la cour d'appel de Lubumbashi pour qu'elle ne proclame pas les résultats définitifs de l'élection du gouverneur et vice-gouverneur de cette province à cause de son caractère «inconstitutionnel». L'ancien gouverneur Jean-Claude Kazembe avait été déchu par l'assemblée provinciale du Haut-Katanga avant d'être réhabilité par la cour constitutionnelle. Me Bondo estime que devant l'arrêt de la Cour constitutionnelle, «la cour d'appel de Lubumbashi qui est aussi une autorité juridictionnelle à laquelle est opposable cet arrêt, doit se plier». Au terme d'une élection organisée le 26 août dernier par la Ceni, le candidat de la Majorité présidentielle, Pande Kappopo avait été élu gouverneur de la province du Haut-Katanga. Une élection dont Jean-Claude Kazembe continue de contester la légalité parce qu'elle a été programmée alors qu'il n'a pas démissionné.

Nord-Kivu : les combattants Maï-Maï enlèvent 15 pêcheurs sur le lac Edouard. Au moins quinze pêcheurs ont été enlevés ce mardi 5 septembre par les combattants Maï-Maï, sur le Lac-Edouard, rapportent des témoins. Il s'agit essentiellement des pêcheurs de Vitshumbi dans le territoire de Rutshuru. Le Comité de pêcheurs de Vitshumbi est convaincu que les otages seraient dans les campements de ces Maï-Maï, vers Tchanika, Chondo Et Mutima-Changa. La même source rapporte que les ravisseurs de ces pêcheurs exigent au moins 70 000 Francs congolais de rançon avant «toute libération des otages».

RDC : la Ceni propose un mode de scrutin semi électronique pour réduire le coût des élections. Le président de la Commission nationale électorale indépendante propose le mode de scrutin semi électronique pour réduire le coût des élections. «A travers ce système, le votant présente sa carte d'électeur au premier assesseur qui vérifie la validité de ladite carte. Ensuite il obtient de la part du deuxième assesseur un bulletin de vote réduit qu'il introduit dans un ordinateur. Les noms ainsi que les photos des différents candidats s'affichent sur l'écran de l'ordinateur. L'électeur appuie sur l'une de photo et la machine fait sortir le bulletin de vote avec photo et nom du candidat choisi. C'est ce bulletin que l'électeur introduit dans l'urne », explique Corneille Nanga. Cette

technique a aussi comme avantage la rapidité dans l'opération, parce que les résultats sont connus le même soir de l'élection selon le président de la CENI qui assure que ce mode de vote est fiable et moins couteux.

Kinshasa : fin de la vente séquentielle du carburant dans les stations-services. Les stations-services de Kinshasa ont ouvert normalement depuis la matinée de ce mardi 5 septembre à Kinshasa. L'accalmie observée ce mardi dans les stations d'essence fait suite à l'entente trouvée lundi entre le gouvernement et la corporation pétrolière. Les deux parties se sont convenues de créer une commission mixte pour mettre fin à la pénurie du carburant et étudier de la nécessité d'augmenter ou pas le prix du carburant à la pompe.

Mercredi 6 septembre.

Félix Tshisekedi appelle à l'unité de l'opposition pour faire partir Joseph Kabila. Au cours d'une conférence de presse tenue mardi 5 septembre à Kinshasa, le président de forces politiques et sociales acquises au changement, Félix Tshisekedi, a lancé un «appel pressant à la nécessaire unité de toutes les forces anti-Kabila pour accélérer le processus de l'alternance démocratique et libérer le pays d'ici au 31 décembre 2017». L'unité de toutes les forces de l'opposition constitue un gage pour «barrer la route à l'imposture», a estimé M. Tshisekedi, rejetant l'idée de toute négociation avec le pouvoir en place. Il accuse le régime du président Joseph Kabila d'avoir fait de la RDC «non seulement une vaste prison à ciel ouvert, mais aussi un mouroir et un tombeau aux profondeurs abyssales», a affirmé Félix Tshisekedi, également secrétaire général adjoint de l'UDPS. «L'heure est plus que grave ! Notre patience a atteint ses limites», a-t-il lancé, insistant sur la nécessité d'une mobilisation de toutes les forces politiques de l'opposition.

Kasaï-Central: reddition d'un chef milicien. L'administrateur du territoire de Demba (Kasaï-Central), Joachim Likaka, a annoncé mardi 5 août la reddition de Mukenge Kangudi, un chef milicien du secteur de Lombelo. Ce dernier s'est rendu avec ses huit autres éléments du mouvement Kamuina Nsapu, dont un mineur.

Le personnel scientifique et administratif de l'IFASIC en grève à Kinshasa. Les professeurs, chefs des travaux et assistants ainsi que le personnel administratif de l'institut facultaire des sciences de l'information et de la communication (IFASIC) sont en grève depuis mardi 5 septembre. Cette mesure de cessation d'activités prise au cours d'une assemblée générale extraordinaire de tout le personnel de cette institution fait suite au «constat de non-respect par le gouvernement, de l'engagement pris de payer les salaires à un taux de change majoré», a expliqué à Radio Okapi, le chef des travaux Obul Okwess.

Les notables de Poko dénoncent les abus des éleveurs Mbororos. Dans un mémorandum adressé au ministre provincial de l'Intérieur et président de la Commission Mbororo dans le Bas-Uélé, les leaders communautaires du territoire de Poko dénoncent les abus commis, selon eux, par les éleveurs nomades Mbororos. Ils pointent notamment le non-respect des lois de la République en matière de migration, l'atteinte à la sûreté de l'Etat, la libre circulation d'armes blanches et de petit calibre dans cette entité. Cette situation aurait engendré le développement du banditisme dans le trafic des vaches, selon ce document.

Tshikapa : baisse des cas des décès en prison. Le nombre de décès lié à la malnutrition à la prison centrale de Tshikapa a baissé durant le mois d'août. En août dernier, la prison de Tshikapa a enregistré trois décès provoqués par la malnutrition alors qu'en juillet dernier, huit détenus avaient succombé suite à la carence des vivres au sein du même établissement pénitentiaire, ont relevé ces responsables.

Journée ville morte à Butembo. Toutes les activités socio-économiques ont été paralysées mercredi 6 septembre à Butembo, à la suite de la journée ville morte décrétée par la société civile locale. Celle-ci exige le départ de tout le comité urbain de sécurité, accusé d'avoir failli face à la persistance de l'insécurité dans cette ville de Butembo du Nord-Kivu. Après l'ultimatum de deux semaines, qui n'a pas produit ses fruits, la société civile dit passer à la vitesse supérieure pour demander au ministre de l'Intérieur et Sécurité de remplacer toutes les autorités tant administratives que des services de sécurité de la ville de Butembo. Ces dernières, selon elle, sont, «incapables de sécuriser la population depuis plusieurs mois.» Au vue de cette insécurité persistante, Edgar Mateso prévient que les actions vont continuer jusqu'au remplacement de ces autorités.

Nord-Kivu: le centre commercial d'Ishasha se meurt suite à l'insécurité. Le centre commercial d'Ishasha, situé dans le groupement Binza, à environ 60 km du chef-lieu du territoire de Rutshuru ne connaît quasiment plus d'activités économiques suite à l'insécurité. De nombreux commerces ont fermé leurs portes depuis deux ans, suite à des cas récurrents d'enlèvements et d'attaques armées contre d'opérateurs économiques. L'insécurité a également affecté les activités douanières au poste frontalier d'Ishasha. Depuis l'assassinat en 2014 d'un commerçant Kenyan dans les environs de cette cité, aucun véhicule des marchandises en provenance des pays

voisins ne s'hasarde plus à entrer dans la cité, ont fait savoir à Radio Okapi des représentants de la FEC dans la région.

Le vote semi électronique est une stratégie pour retarder les élections, selon Jonas Tshiombela. Jonas Tshiombela, coordonnateur de la Nouvelle société civile du Congo : « Déjà avec l'inscription des électeurs, la Ceni a des difficultés d'accès à l'énergie à travers la République ; il faut une pédagogie pour accompagner toute cette population à maîtriser cette nouvelle technologie, il faut passer les marchés pour avoir ces équipements de vote semi électronique. Il faut les déployer. Tout ça s'inscrit dans une stratégie planifiée de retarder davantage les élections, comme le veut l'accord. Nous ne pensons pas que le moment soit indiqué pour chercher à multiplier des occasions de retarder les élections ». Pour lui, le peuple attend plutôt la publication du calendrier électoral et non la multiplication des astuces pour repousser les élections.

Une réunion sur la RDC se tiendra le 18 septembre au siège de l'ONU. Une réunion de haut niveau sur la RDC se tiendra le 18 septembre au siège de l'ONU à New York. «En marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, se tiendra au siège de l'organisation une réunion consacrée à la RDC. Cette réunion sera présidée par le chef des opérations de maintien de la paix. Elle abordera les thèmes suivants : soutien à l'Accord du 31 décembre, soutien au processus électoral, mesures de décrispation, droits de l'homme et soutien à l'engagement régional », précise la porte-parole de la Monusco. Elle fait remarquer que les autorités congolaises seront représentées à cette rencontre. Fabienne Pompey rappelle le conseil de sécurité demande à la Ceni de publier le plus rapidement possible le calendrier électoral.

RDC : les médecins reprennent le travail, les infirmiers radicalisent leur mouvement de grève. Les médecins œuvrant dans les hôpitaux publics ont repris le travail depuis mardi 5 septembre. Alors que les médecins ont repris le service, différents syndicats d'infirmiers appellent ceux-ci à ne pas prester jusqu'à la satisfaction de leurs revendications. Les médecins sont contraints de s'adonner aux services réservés aux infirmiers. Les syndicats des infirmiers poursuivent les pourparlers sur leurs revendications avec le gouvernement Congolais.

Kalemie : les cas d'infections oculaires revus à la hausse. Les cas d'infections oculaires sont revus à la hausse à Kalemie dans la province du Tanganyika, renseignent les responsables du Centre d'ophtalmologie de l'Hôpital général de Kalemie. Ces derniers avancent les chiffres de 150 malades pour le mois d'août alors qu'ils ont été 120 au mois de juillet. Selon le corps médical, l'automédication face aux tumeurs oculaires, des ulcères de la cornée et d'autres infections mal soignées aux corticoïdes sont les principales causes de cette hausse.

Vote semi-électronique en RDC : le MLC appelle à la plus grande vigilance. Le parti politique de l'opposition Mouvement de libération du Congo(MLC) invite les électeurs Congolais et la communauté internationale à la plus grande vigilance, face à l'annonce de la Ceni sur l'éventualité d'un vote semi-électronique lors de prochains scrutins en RDC.

Jeudi 7 septembre.

RDC: des déplacés occupent des écoles à Oïcha. James Katsuva explique les difficultés que rencontrent les écoles de cette cité : «C'est seulement ici à Oïcha, où il y a des déplacés qui n'ont pas encore voulu obtempérer à notre demande de libérer les salles de classe des écoles et ces écoles-là ont difficile à fonctionner; car de temps à autre ces déplacés restent dans les salles de classe. Ce sont des écoles qui se trouvent ici au centre de la commune rurale d'Oïcha et il s'agit de l'école primaire Mwangaza , école primaire Adonga , école primaire Masosi , institut Mukakira et l'institut Mabalako.» Ces déplacés sont des personnes qui avaient fui les incursions des ADF dans les quartiers périphériques d'Oïcha, aujourd'hui sécurisés par les FARDC. Le président du comité d'accueil des déplacés d'Oïcha avait affirmé qu'au moins 104 ménages vivent dans les écoles de cette commune rurale.

Rentrée scolaire au Haut-Katanga, le gouvernement provincial «très satisfait».Le gouvernement provincial du Haut-Katanga est «très satisfait» de l'effectivité de la rentrée scolaire dans la province. Le ministre provincial de l'éducation, Gaston Musemena promet par ailleurs de tout faire pour répondre positivement aux revendications des enseignants, dont l'augmentation de leur salaire.

Les régies financières chargées de contribuer au fonds d'assainissement de Kinshasa. Les gouvernements central et provincial de Kinshasa se sont réunis mercredi 6 septembre à Kinshasa pour discuter sur la taxe d'assainissement de la capitale congolaise. Pour résoudre définitivement cette épineuse question, il a été demandé à quatre services de l'Etat de déverser un pourcentage de leurs revenus pour constituer un fonds d'assainissement. Ce fonds servira donc pour l'évacuation des déchets dans la ville. Cette réunion a mis autour

d'une même table, coté gouvernement central, le ministre de l'Economie, l'OCC, OGEFREM, DGDA, FPI et les membres du gouvernement provincial.

Nord-Kivu: les enseignants maintiennent leur grève. Réunis en assemblée générale mercredi 6 septembre à Goma, les syndicats des enseignants du Nord-Kivu ont décidé de poursuivre la grève qu'ils observent depuis le 4 septembre, jour de la rentrée scolaire. Les participants dénoncent les «pressions» que certains chefs d'établissement exercent sur les enseignants qui respectent le mot d'ordre de la grève.

RDC: la Ceni appelée à payer «tôt» ses agents pour éviter le monnayage de l'enrôlement. Le Panel d'experts de la société civile recommandent à la Commission électorale nationale indépendante de payer régulièrement et le plus tôt que possible ses agents afin de ne pas les pousser à monnayer les opérations d'enrôlement des électeurs. M. Mushagalusa, le coordinateur de cette plateforme de la société civile a demandé à la Ceni de procéder au nettoyage du fichier électoral en élaguant les doublons. Il a par ailleurs appelé le gouvernement congolais à rendre disponible les financements qu'il a promis d'accorder à la Ceni dans le cadre de ses opérations.

Kongo-Central: une incursion des militaires angolais signalée à Lukula. Des militaires angolais ont fait irruption durant la nuit de mercredi à jeudi 7 septembre à Kakongo, un village situé dans le territoire de Lukula à 200 km à l'ouest de Matadi (Kongo-Central), a indiqué le président de la société civile du secteur de Kakongo. Les militaires angolais étaient à la poursuite des combattants du Front de libération de l'enclave de Cabinda (FLEC) qu'ils soupçonnaient d'avoir établie leur base arrière dans le village congolais, d'après Jean Noel Mananga Mananga, président de la société civile de Kakongo. Selon la même source, trois villages situés dans ce secteur ont été vidés de ses occupants à cause de cette incursion.

Kasaï-Central: flambée de prix des denrées alimentaires à Luiza. Les prix des plusieurs produits de première nécessité sont en hausse depuis cinq mois sur le marché de Luiza au Kasaï-Central. Le kilo de maïs, qui coûtait 250 Francs Congolais (FC), se vend actuellement à 800 FC. Celui du manioc s'achète à 500 FC, alors qu'il se négociait à 200 FC il y a quelques mois. Le prix du kilo d'arachides a carrément triplé, passant de 500 à 1 500 FC. Les commerçants attribuent cette flambée des prix à la rareté des produits de première nécessité provenant des champs. D'après eux, les travaux champêtres ne se sont pas déroulés durant plusieurs mois dans le territoire à cause de l'insécurité causée par l'activisme des miliciens Kamuina Nsapu.

Nord-Kivu: trois morts lors d'une attaque des miliciens à Bwito. Trois personnes ont trouvé la mort lors d'une incursion des miliciens Nyatura durant la nuit de mercredi à jeudi 7 septembre à Bwalanda et Mutanda, deux localités de la chefferie de Bwito dans le Rutshuru (Nord-Kivu). Les trois victimes sont des miliciens, rapportent des sources locales, faisant également état d'un blessé dans le rang de l'armée.

Equateur: le gouverneur Tony Bolamba déchu par les députés provinciaux. Les députés provinciaux de l'Equateur ont voté à l'unanimité jeudi 7 septembre la motion de censure contre le gouvernement provincial dirigé par Tony Cassius Bolamba. Le vote s'est déroulé en l'absence du chef de l'exécutif provincial à l'hémicycle. L'assemblée provinciale affirme pourtant lui avoir déposé l'invitation depuis vendredi 1er septembre. Après la présentation de cette motion de censure par le député Willy Bokonga, vice-président de l'assemblée, tous les 21 députés provinciaux présents dans la salle ont approuvé la déchéance du gouvernement provincial. L'initiateur de la motion accuse le gouvernement provincial de mauvaise gestion, d'incapacité de lutter contre l'insécurité, de mauvaise gouvernance marquée par l'opacité dans la gestion des deniers publics et par le détournement des fonds de rétrocession destinés aux entités décentralisées.

La Fecofa réclame la délocalisation du match RDC – Lybie. La Fédération congolaise de Football Association (Fecofa) a officiellement saisi la Fédération internationale de Football Association (Fifa) mercredi 6 septembre 2017, afin d'obtenir la délocalisation du match entre la Lybie et la RDC de la 5e journée des éliminatoires de la Coupe du Monde 2018, initialement programmé à Tunis. Logée dans le groupe A des éliminatoires du Mondial, zone Afrique, la Lybie est contrainte de disputer ses matchs à domicile à l'extérieur en raison de l'instabilité socio-politique du pays.

Vendredi 8 septembre.

Kasaï: la Ceni débute le repliement du matériel électoral à Luebo. La Commission électorale nationale indépendante a entamé jeudi 7 septembre le processus de redéploiement du matériel électoral dans le territoire de Luebo (Kasaï), en remplacement de celui qui avait été incendiés, en mars dernier, par les miliciens. Transportés par la Monusco, ces outils ont été réceptionnés à Kananga, par le rapporteur de la Ceni, dans l'attente de leur

acheminement à Luebo avant la fin de cette semaine. Les hommes armés se réclamant de la milice Kamuina Nsapu avaient incendié, au mois d'avril, les kits d'enrôlement, les bureaux de la Ceni ainsi que d'autres édifices publics.

Martin Fayulu appelle le peuple « à faire échec à ceux qui veulent se maintenir au pouvoir». Martin Fayulu, président du parti politique de l'opposition Engagement pour la citoyenneté et le développement (Ecide) a appelé jeudi 7 septembre le peuple congolais à «s'engager dans la lutte pour faire échec à ceux qui veulent se maintenir au pouvoir en violation de la constitution». Il demande à tous les congolais de signer ce manifeste du citoyen congolais conclu à Paris par des associations de la société civile de la RDC : «Aujourd'hui l'indignation seule ne suffit pas, il faut s'engager, il faut aller de l'avant. On signe le Manifeste. Nous rappelons au peuple congolais que la constitution nous donne un devoir contenu dans l'article 64. Il faut que nous fassions échec à M. Kabila et à son groupe, puisqu'ils veulent se maintenir au pouvoir par tous les moyens en violant la constitution de la République. On ne peut pas accepter que le Congo devienne la rusée du monde.»

La déchéance de Tony Bolamba était prévisible, estime Thomas Lokondo. Le député Henri-Thomas Lokondo estime que le départ du gouverneur Tony Bolamba était prévisible. Il affirme que le gouverneur déchu s'est comporté de façon négative. Il appelle les députés provinciaux à choisir lors du prochain vote quelqu'un qui soit capable et engagé à développer la province de l'Equateur.

Kinshasa et Brazzaville s'engagent à renforcer leur coopération. Le chef de l'Etat de la RDC Joseph Kabila s'est entretenu jeudi 7 septembre à Brazzaville avec son homologue Denis Sassou Nguesso (République du Congo). Au terme de leurs échanges, « les deux chefs d'états ont reconnu la nécessité d'une coopération accrue pour lutter notamment contre le terrorisme et l'insécurité transfrontalière » a indiqué la présidence de la RDC.

Vote semi-électronique: Christian Mwando dénonce «une tentative de tricherie lors des élections». Le député Christian Mwando Nsimba, membre du Rassemblement de l'opposition, s'oppose au recours au vote semi-électronique proposé par le président de la Commission électorale nationale indépendante. Selon cet opposant, cette proposition du président de la Ceni s'inscrit dans le cadre d'une supercherie mise en place par la Majorité au pouvoir pour tricher lors des élections. Il recommande de laisser les électeurs congolais dans le système de vote auquel ils sont habitués.

Nord-Kivu: la construction de la centrale hydroélectrique d'Ivingu «ralentie» suite à l'insécurité. L'Organisation Virunga SARL a décidé de ralentir les travaux de la construction de la centrale hydroélectrique d'Ivingu, située à une vingtaine de km au sud-ouest du chef-lieu du territoire de Lubero. L'organisation chargée de la production de l'énergie au sein de l'Institut congolais pour la conservation de la nature, (ICCN) explique cette décision par la dégradation de la situation sécuritaire dans cette zone. Depuis le week-end dernier, Virunga SARL dit avoir noté « de plus en plus » des attaques des Maï-Maï, ciblant des groupes isolés des Forces armées de la RDC ou des gardes de parc de l'ICCN sur l'axe Lubero-Ivingu-Kasugho.

Vote semi-électronique: Kin-Key Mulumba salue «la proposition pertinente de Nangaa». «Je trouve cela absolument pertinent», a réagi Tryphon Kin-Key Mulumba, à la proposition de président de la Ceni d'introduire le système de vote semi-électronique pour réduire le coût des élections en RDC. M. Mulumba estime que les élections coûtent très chères et renseigne qu'il existe des cellules qui réfléchissent pour que les finances ne soient pas un blocage pour la démocratie en Afrique.

L'ONU dénonce des "souffrances humaines à très grande échelle" au Kasai. L'ONU a dénoncé vendredi des destructions massives et des "souffrances humaines à très grande échelle" dans la région du Kasai, une région du centre de la RDC en proie à des troubles depuis plus d'un an. Une équipe du Haut commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) est rentrée la semaine dernière d'une première mission sur le territoire de Kamonia, à la frontière entre la RDC et l'Angola, qui a été au centre des troubles. Selon une porte-parole du HCR, 9 villages sur 10 près de la ville frontalière de Kamako ont été entièrement brûlés lors d'attaques menées par des groupes armés, ou lors de combats entre ces groupes et les forces gouvernementales. Des centaines d'enfants ont été séparés de leurs parents ou ont été témoins de leur meurtre, a ajouté le HCR. En août dernier, le Haut commissariat aux droits de l'homme de l'ONU avait indiqué que quelque 251 personnes, dont 62 enfants, ont été victimes d'exécutions sauvages entre mars et juin dans le Kasai. La crise de la région du Kasai a commencé il y a un an environ et s'étend à 9 des 26 provinces de la RDC, selon HCR.

Meurtres des experts de l'ONU: un prévenu accuse le ministère public de torture. Le prévenu Evariste Ilunga, détenu dans le cadre du procès des présumés assassins de deux experts de l'ONU tués au Kasai-Central en mars dernier, accuse le lieutenant-colonel Jean Blaise Bwamulundu, avocat général de l'armée à l'auditorat

militaire supérieur du Kasai-Central et représentant du ministère public dans ce procès, d'avoir ordonné sa torture. Le prévenu Ilunga indique avoir été tabassé par des militaires sur ordre de l'avocat général au retour d'une audience organisée à Bunkonde en août dernier. Selon lui, l'officier du ministère public a expliqué à son avocat, qui voulait intervenir pour empêcher ce châtiment, que le prévenu «était à la disposition du ministère public.» Version des faits confirmée par l'avocat du prévenu Ilunga, qui a promis de réagir «au moment opportun».

Tanganyika: 3 personnes mortes de choléra à Manono. Trois personnes sont mortes des suites de l'épidémie de choléra qui sévit depuis une semaine dans la chefferie Kiluba, en territoire de Manono (Tanganyika). Selon l'inspection sanitaire provinciale, vingt-cinq malades sont déjà déclarés. Deux décès sont enregistrés en l'espace d'un mois dans la zone de santé d'Uvira au Sud-Kivu, où 335 nouveaux cas ont été répertoriés. L'épidémie de choléra a été déclarée dans cette zone depuis le 7 août dernier.

Tshopo : Said Djinnit encourage les ex-combattants FDLR à retourner au Rwanda. L'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour les Grands lacs, Said Djinnit, appelle les anciens combattants des FDLR à regagner leur pays, le Rwanda. Il a lancé cet appel, vendredi 8 septembre, à l'issue d'une rencontre entre ces combattants cantonnés au camp Bahuma et une délégation du comité d'appui technique pour la RDC, qui a séjourné pendant quelques heures à Kisangani (Tshopo). Pour l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour les grands lacs, la communauté internationale est décidée à aider les ex-combattants à regagner le Rwanda en toute sécurité et dignité. Les ex-combattants se disent disposés à rentrer dans leur pays natal, mais craignent pour leur sécurité.

Samedi 9 septembre.

Kasai-Central: plus de 300 ex-miliciens Kamuina Nsapu sensibilisés à la culture de la paix. Plus de trois cents mineurs et jeunes sortis de la milice Kamuina Nsapu, au Kasai-Central ont été sensibilisés à la culture de la paix. L'activité a été organisée vendredi 8 septembre, dans la commune de la Nganza à Kananga (Kasai-Central), par le Réseau des associations congolaises des jeunes (RACOJ), avec l'appui de la Monusco. Le coordonnateur provincial du RACOJ, Noel Madibens, a assuré qu'une prise en charge et des formations sont prévues pour ceux qui acceptent de quitter la brousse et réintégrer la communauté.

RDC : des cadavres en décomposition jetés dans la rivière Ubangi menacent la santé de la population. Plusieurs cadavres en décomposition sont signalés dans la rivière Ubangi depuis près de deux semaines. Ces corps flottent et atteignent la rive congolaise, dans le territoire de Mobayi Mbongo (Nord-Ubangi), a alerté vendredi 8 septembre la société civile locale. Selon son président, Désiré Kobala, ces cadavres seraient des victimes des affrontements entre les groupes armés centrafricains Seleka et Anti-Balaka. Ils polluent les eaux des rivières, dans les localités Lembo, à 18 km de Gbadolite, et Satema, à 115 kms du chef-lieu du Nord-Ubangi. Ce territoire est frontalier à la préfecture centrafricaine de Basse-Kotto, d'où proviennent des corps en décomposition, dont certains sont contenus dans des sacs.

RDC: 12 opposants acquittés après 9 mois de détention. Douze opposants arrêtés pendant une manifestation contre le président Joseph Kabila ont été acquittés vendredi 8 septembre à Goma (Nord-Kivu), après neuf mois de détention. Partisans du Rassemblement de l'opposition, onze hommes et une femme avaient été arrêtés le 19 décembre 2016 à Goma, alors qu'ils distribuaient des «cartons rouges» à adresser au président Kabila pour lui signifier la fin de son dernier mandat constitutionnel à la tête du pays.

RDC: deux personnes mortes foudroyées à Malemba Nkulu. La foudre a tué deux personnes lors de la première pluie de la saison, qui s'est abattue sur le territoire de Malemba Nkulu dans la province du Haut-Lomami dans la nuit de jeudi à vendredi 8 septembre. Plusieurs maisons ont été également détruites. Les localités les plus touchées sont celles de la chefferie de Mulongo. Ceux qui ont perdu leurs biens essaient d'en récupérer quelques-uns, afin de se construire de logis de fortune. D'autres habitants ont trouvé refuge dans des familles d'accueil.

La Cenco appelle à une synergie d'actions humanitaires pour les victimes du Kasai. En visite au Kasai-Central, le président de la Conférence épiscopale nationale du Congo, Mgr Utembi, et le nonce apostolique, Mgr Montemayor, ont rencontré vendredi 8 septembre à Kananga des représentants des agences humanitaires qui travaillent dans cette région. A cette occasion, Mgr Utembi a notamment plaidé pour des interventions urgentes en faveur des enfants et de personnes âgées affectées par les violences qui ont secoué la région du Kasai. Au cours de la même journée, les deux prélats catholiques se sont rendus dans des centres de nutrition tenus par les pères Carmes et les sœurs Carmélites de Saint Joseph à Kananga, où des enfants et des personnes âgées

défavorisées vont recevoir leurs repas. Sur place, ils ont été accueillis par des cris de joie des enfants. Au total, six centres de nutrition sont opérationnels dans la ville de Kananga. Avant les violences que la région du Kasai a connues, les bénéficiaires n'étaient pas aussi nombreux.

Les enseignants du Sud-Kivu suspendent leur grève. La synergie de tous les syndicats des enseignants du Sud-Kivu a décidé de suspendre la mesure de grève, lors de son assemblée vendredi 8 septembre à Bukavu. Les enseignants appellent les élèves à reprendre le chemin de l'école lundi 11 septembre. Les enseignants disent observer une trêve, en attendant l'exécution par le gouvernement congolais de leurs revendications, dont l'augmentation de 25 000 francs congolais (16 dollars américains) sur leurs salaires.

La société civile dénonce un détournement de dons destinés aux victimes de Tara. La coordination de la société civile de l'Ituri dénonce une «tentative de détournement» des biens destinés aux victimes du glissement des terres à Tara par certains membres du comité de crise chargé d'acheminer cette assistance aux bénéficiaires. La société civile de l'Ituri cite par exemple 250 sacs de riz, des outils de pêches et autres biens, envoyés par le gouvernement central, «qui ne sont jamais parvenus aux bénéficiaires» à Tara. Cette structure citoyenne craint un détournement de ces articles par les membres du comité de crise chargé de leur distribution aux concernés. «Faux», rétorque Jefferson Abdallah Pene Mbaka, qui pilote ce comité de crise. Selon lui, tous les lots ont été distribués aux bénéficiaires.

Célestin Pande Kapopo proclamé gouverneur du Haut-Katanga. La cour d'appel de Lubumbashi a publié samedi 9 septembre les résultats définitifs de l'élection du gouverneur de la province du Haut-Katanga. Célestin Pande Kapopo et Jean Kalenga Mabemba sont élus respectivement gouverneur et vice-gouverneur du Haut-Katanga. Bien avant ce prononcé, les avocats de Jean Claude Kazembe, le gouverneur déchu et réhabilité par la cour constitutionnelle, ont demandé la parole en rapport avec leur requête en contestation volontaire introduite au secrétariat de cette juridiction le 4 septembre dernier. Par cette requête, ils demandaient à la cour de ne pas publier les résultats définitifs de cette élection, à cause de son caractère «inconstitutionnel». Le ministère public a, pour sa part, indiqué que le contentieux électoral est une matière spéciale qui déroge aux règles générales et qui n'a pas prévu l'intervention volontaire en matière électorale. Ainsi donc, l'action initiée par les avocats de M. Kazembe devrait être déclarée irrecevable.

Dimanche 10 septembre.

Joseph Kabila préside une réunion interinstitutionnelle sur l'évaluation du processus électoral. Le président Joseph Kabila a organisé samedi 9 septembre à Kinshasa une réunion interinstitutionnelle pour évaluer le processus électoral en RDC. Selon le vice-premier ministre de l'Intérieur, la Ceni a présenté les avancées significatives liées à l'évolution de l'opération d'enrôlement d'environ 42 millions d'électeurs. La même source rapporte que l'objectif des 45 millions d'enrôlés sera atteint avec le début des opérations dans le grand Kasai. Emmanuel Shadari fait remarquer que la Ceni a également présenté les difficultés rencontrées notamment celles liées au manque d'instruments juridiques, à la logistique et aux autres matériels, sans donner des précisions. Le CNSA était également invité pour la première fois à cette rencontre convoquée dans le cadre des préparatifs de la tripartite Gouvernement-CENI-CNSA.

Le choléra touche 20 des 26 provinces de la RDC. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a alerté dans un communiqué publié samedi 9 septembre à Kinshasa sur la propagation d'une épidémie de choléra qui touche désormais 20 des 26 provinces de la RDC et qui a tué 528 personnes. La maladie touche déjà de grandes villes du pays comme Bandundu-Ville, Bukavu, Goma, Manono, Malemba-Nkulu, Minova, Mokala, Kimpese, Uvira et certaines zones de santé de Kinshasa. Le risque de propagation demeure encore très élevé vers la région du Grand Kasai où les conditions sanitaires et sécuritaires dégradées accroissent encore la vulnérabilité face à cette épidémie, prévient l'OMS. A la date du 02 septembre 2017, les autorités de la RDC ont déjà recensé un total cumulé de 24.217 cas suspects. L'OMS estime qu'il est essentiel que l'assainissement des milieux, l'hygiène individuelle et collective soient mis en pratique et que l'eau potable soit accessible aux populations les plus exposées au risque de contamination du choléra.

Kasai Central : le nonce apostolique visite le séminaire de Malole saccagé par les miliciens Kamuina Nsapu. Le nonce apostolique en RDC, Mgr Montemayor, et le président de la Cenco, Mgr Utembi, ont visité samedi 9 septembre le séminaire de Malole à Kananga au Kasai Central. Ce séminaire où sont formés les futurs prêtres en théologie avait été saccagé par des miliciens Kamuina Nsapu en février dernier. Dans la vaste concession du séminaire, on peut encore voir des locaux saccagés et incendiés en février dernier. Après l'attaque contre le séminaire en février, le centre est resté fermé pendant quatre mois. C'est au mois de juin que les cours y

ont repris. Actuellement, Malole compte 75 séminaristes qui vont terminer leur année au cours de ce mois de septembre. A ces séminaristes, le nonce apostolique a demandé d'être courageux, les invitant à servir d'exemple.

Kwilu : 7 morts et 60 blessés dans un accident de circulation sur la nationale numéro 1. Sept personnes ont trouvé la mort et 60 autres dont 34 enfants ont été blessés dans un accident de circulation survenu dans la nuit de samedi à dimanche 10 septembre sur la route nationale numéro 1 dans la province du Kwilu. Ce bilan est encore provisoire. Selon les témoins, un bus dénommé VIP des Etablissement Agence Léopard international express en provenance de Kikwit pour Kinshasa s'est renversé au niveau du pont Kwenge vers 23 heures.

Nord-Kivu: 3 civils tués dans une incursion des miliciens Nyatura à Kishishe. Trois civils ont été tués samedi 9 septembre dans le village de Kishishe dans le territoire de Rutshuru(Nord-Kivu) lors d'une incursion des miliciens du groupe Nyatura. Selon des témoins, ces combattants ont aussi blessé deux autres personnes avant de regagner la brousse.

Tanganyika: 9 personnes tuées dans des conflits fonciers opposant deux villages. Neuf personnes ont été tuées vendredi 8 septembre aux villages Ngelwe et Kalumbi (Tanganyika), dans un conflit foncier opposant les deux villages de la Chefferie Bena-Nyembo. Les deux communautés se disputent une terre arable se trouvant entre les deux villages. Selon les témoins, les bourreaux ont utilisé les machettes et des fusils de chasse traditionnels (calibre 12).

Kalemie : 4 morts dans un incendie déclaré dans le camp des déplacés de Kalunga. Quatre personnes sont mortes et huit autres ont été blessées, dans un incendie qui s'est déclaré samedi 9 septembre dans le camp des déplacés de Kalunga à Kalemie, dans la province de Tanganyika. Selon des témoins le feu est parti de l'huile laissée à la cuisinière par une fille qui préparait dans une cuisine du camp. Le site de Kalunga regorge 4 950 ménages abrités depuis le 22 février dernier dans les huttes empaillées. Par ailleurs, dans le camp de déplacés de Katanika, sur les 6 930 personnes enregistrées, 5 000 ont été affectées par l'incendie.

Kasaï-Central : gouvernement et partenaires de l'éducation engagés pour la réussite de l'année scolaire 2017-2018. Le gouvernement provincial, l'Unicef et la Ligue de la Zone Afrique pour la défense des droits des Enfants et élèves (Lizadeel), trois acteurs du secteur éducatif, sont engagés pour la réussite de l'année scolaire 2017-2018 dans les provinces des Kasaï et Kasaï-Central. Ils se disent conscients des efforts à fournir pour ne pas revivre la situation de la précédente année, perturbée par les violences liées au phénomène Kamuina Nsapu. Nous avons déjà commencé à sensibiliser nos élèves, leurs parents, et même des encadreurs pédagogiques pour que nous puissions connaître une année normale», a-t-il indiqué. Lors des violences liées au phénomène Kamuina Nsapu, des établissements scolaires ont été détruits dans plusieurs territoires du Kasaï-central dont Dibaya. Pour cette année scolaire, l'Unicef entend accueillir environ 1 433 961 élèves dans les provinces du Kasaï et du Kasaï-Central.

Accident de circulation dans le Kwilu : 25 morts, bilan revu à la hausse. Le bilan de l'accident de circulation survenu samedi 9 septembre, la nuit sur la nationale N°1, dans la province du Kwilu est revu à la hausse, passant de sept à vingt-cinq morts. La défaillance des freins et l'excès de vitesse seraient à la base de cet accident, ajoute Willy Atunakow. Il indique que son gouvernement s'active pour la prise en charge des victimes.

Lundi 11 septembre.

Le gouverneur du Kasaï appelle les Congolais réfugiés en Angola à regagner leurs villages. Le gouverneur du Kasaï, Marc Mayanga Ndambo, appelle les Congolais qui avaient fui l'insécurité liée à l'activisme des miliciens Kamuina Nsapu à regagner leurs villages respectifs. Selon lui, la paix s'est déjà installée dans la plupart des localités de sa province. Il a aussi invité les élèves à retourner sur le banc de l'école, «en attendant les solutions plus durables.» Le gouverneur du Kasaï croit que le retour des déplacés dans leurs milieux d'origine va sans doute faciliter la relance des activités agricoles dans la région.

Kasaï-Oriental: les enseignants des écoles catholiques décident de poursuivre la grève. Alors que le Syndicat national des enseignants (Syeco) a levé la grève des enseignants sur toute l'étendue de la RDC la semaine dernière, le Syndicat nationale des enseignants des écoles conventionnées catholiques (Syecat) à Mbuji-Mayi a annoncé ce week-end la poursuite de ce mouvement de grève dans toutes les écoles conventionnées catholiques de la province. Le secrétaire provincial de ce syndicat, Gaston Mutombo, justifie cette décision par le fait que le gouvernement provincial n'a pas pris en compte les revendications des enseignants de la province.

RDC: l'ICCN annonce la fusion de parcs d'Upemba et Kundelungu. Les parcs nationaux d'Upemba et de Kundelungu ont été fusionnés pour former «le complexe Upemba-Kundelungu», ont fait savoir les responsables de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) dans l'ancienne province du Katanga. Ce projet vise à viabiliser la gestion de ces parcs en améliorant notamment les conditions de travail des Eco gardes, qui sont pour la plupart de temps exposés aux attaques des braconniers, a expliqué à Radio Okapi Renaud Bailleux, le conseiller technique principal de ce projet.

Tshuapa: la société civile réclame l'annulation de l'élection du gouverneur. La cour d'appel de Mbandaka doit statuer lundi 11 septembre sur une pétition déposée par plusieurs membres de la société civile de la Tshuapa. Selon des sources judiciaires, ces derniers exigent l'annulation de l'élection du gouverneur de cette province organisée le 26 août dernier par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Les pétitionnaires affirment qu'il n'y a pas eu de vacance de poste de gouverneur de la Tshuapa et donc de vide juridique qui aurait justifié l'organisation de ce scrutin. Pour ces membres de la société civile, l'initiative de la Ceni de convoquer l'élection de gouverneur dans la province risque de rendre la Tshuapa «ingouvernable». Ils demandent à la cour d'appel de Mbandaka de réhabiliter l'ancien gouverneur de province, Cyprien Lomboto.

Haut-Katanga: l'IRDH «préoccupé» par l'arrestation de l'avocat Jacques Kapanga. L'Institut de recherches en droits humains (IRDH) se dit «préoccupé» par l'arrestation depuis mercredi du défenseur judiciaire Jacques Kapanga par un militaire de la garde républicaine. M. Kapanga a été arrêté pour avoir déclaré en public que le mandat du président Kabila était arrivé à terme depuis décembre 2016, a rapporté à Radio Okapi lundi 11 septembre Hubert Tshiswaka, le directeur général de l'IRDH. Il réclame la libération de l'avocat détenu, estimant que «le fait de dire que le mandat du chef de l'état est arrivé à terme n'est pas un crime.»

RDC: la police disperse une manifestation estudiantine à Butembo. Une manifestation des étudiants de l'Université catholique de Graben, (UCG) à Butembo a été dispersée par la police par des tirs à balles réelles et des coups de gaz lacrymogène, provoquant une vive tension dans cette ville du Nord-Kivu lundi 11 septembre, rapportent des sources locales. Des étudiants de cette institution universitaire protestaient dans les rues contre des actes d'insécurité, notamment des visites nocturnes dont ont été récemment victimes leurs professeurs. Le dernier cas en date remonte à samedi dernier. Le recteur de cette institution universitaire avait été visité par des hommes armés chez lui. Il s'agit d'une attaque de trop, qui s'ajoute à dix-sept autres cas d'attaques contre les professeurs et étudiants que les manifestants affirment avoir recensé depuis le début de l'année. Pris de colère, ils sont descendus dans les rues ce lundi pour dénoncer «des attaques ciblées» contre les professeurs et étudiants et réclamer la démission du comité urbain de sécurité pour incompétence. Ils protestaient également contre le mauvais traitement dont ont été victimes, selon eux, certains professeurs et étudiants arrêtés samedi dans le cadre des manifestations contre la passivité du comité urbain de sécurité devant le regain d'insécurité.

Kananga: un mort dans un accrochage entre forces de l'ordre et bandits armés. Un homme a été abattu dans un accrochage entre les forces de l'ordre et des bandits la nuit dernière à Kananga.

Le Front pour le respect de l'accord de la Cenco promet de «résister à toute tentative d'étouffer la tenue des élections». La plateforme Front pour le respect de l'accord du 31 décembre promet de résister à toute tentative d'étouffer les élections cette année. Médard Kankolongo, coordonnateur de cette structure, affirme que les élections doivent être organisées cette année conformément à l'accord de la Saint Sylvestre. Le coordonnateur du Front pour le respect de l'accord de la CENCO invite le chef de l'Etat à «prendre ses responsabilités pour qu'une alternance pacifique et démocratique ait lieu» conformément à la Constitution. Médard Kankolongo dénonce aussi le comportement de la Ceni et du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) qui se montrent déterminés à bloquer l'organisation des élections. En réaction à ces accusations, le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie estime qu'il s'agit d'une stigmatisation exagérée. Pour le président de la Ligue des jeunes du PPRD, cette visite s'est inscrite dans le cadre des festivités d'un parti ami du Burundi auxquelles ont pris part plusieurs autres partis politiques à travers le monde. Selon lui, le PPRD s'inscrit dans la logique des élections et s'y prépare conséquemment.

RDC : ouverture d'un forum sur la réforme du système fiscal. Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur Emmanuel Shadari Ramazani a ouvert ce lundi 11 septembre à Kinshasa un forum national sur la réforme du système fiscal de la RDC. «Quel système fiscal pour la croissance et le développement de la RDC» est le thème retenu pour ce forum qui va jusqu'au 14 septembre. Les opérateurs économiques et les régies financières ont pour mission de simplifier le système fiscal congolais qui compte trois administrations fiscales nationales, 58 services d'assiettes au niveau national, 26 régies financières provinciales et 260 services d'assiette au niveau provincial. Les assujettis et les contribuables estiment que ce système fiscal est complexe, lourd,

exposé à des tracasseries avec un rendement faible. Pour Emmanuel Shadari, ce forum va dégager des pistes de solutions pour améliorer le système fiscal.

Insalubrité à Kinshasa : le député Bologna plaide pour l'implication du gouvernement Central. Le député Patrick Bologna recommande au gouvernement d'accorder des fonds à l'Hôtel de ville de Kinshasa pour lutter contre l'insalubrité, au regard de l'image que présente la capitale congolaise. L'élu de la Funa qui s'est ainsi exprimé à l'issue de son enrôlement, estime qu'il sera difficile au gouvernement provincial de résoudre seul ce problème. Le gouverneur de la ville de Kinshasa, André Kimbuta, avait déclaré en novembre dernier que l'accumulation des immondices dans les décharges publiques était causée par le non-paiement des frais nécessaires pour leur évacuation. Après le désengagement de l'Union européenne du projet d'assainissement de la ville de Kinshasa en août dernier, le gouvernement central avait pris l'engagement de financer à hauteur de 800 000 dollars américains par mois les travaux d'évacuation et d'enfouissement de ces immondices durant une année. Après avoir payé pour l'exécution de ce travail au cours du premier mois, le gouvernement n'a plus honoré son engagement.

Mardi 12 septembre.

RDC: les signataires de l'accord d'Addis-Abeba veulent une forte pression sur les ADF et FDLR. La Brigade d'intervention de l'ONU doit être renforcée pour éradiquer la menace des rebelles des ADF et FDLR prioritairement, qui s'emploient au terrorisme, ont recommandé lundi 11 septembre à Goma les délégués des onze pays signataires de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba à la conférence des chefs d'Etat de la région des Grands Lacs prévue à Brazzaville au Congo. L'Envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, parle de la pression qui doit être faite sur les forces négatives dans la région. Cette recommandation a été faite à la clôture de la session d'évaluation dudit accord. Cette rencontre a duré trois jours. Les participants ont aussi recommandé le rapatriement dans leurs pays d'origines de ces ex-combattants dans le meilleur délai.

A Luiza, le nonce apostolique appelle «à ne pas répondre au mal par le mal». En visite à Luiza lundi 12 septembre avec Mgr Utembi, président de la Cenco, le nonce apostolique en RDC, Mgr Montemayor, a plaidé pour la promotion de la culture de paix. Au cours de la messe qu'il a célébrée à la cathédrale Saint Vincent, il a invité les fidèles «à ne pas répondre au mal par le mal». Il a également appelé les responsables ecclésiastiques à «relancer l'espoir du peuple, qui a été bastonné». Le territoire de Luiza a été particulièrement touché par les violences, qui ont secoué la région du Kasai, opposant les forces de l'ordre aux miliciens Kamuina Nsapu. Des paroisses et des biens de l'église catholique y avaient été saccagés. Selon l'évêque de Luiza, Mgr Félicien Mwanama, 19 paroisses ont été vandalisées pendant les violences. Des centres de santé ainsi que des écoles ont également été saccagés. Mgr Mwanama a plaidé pour une assistance urgente en faveur des habitants de son diocèse, durement touché par ces violences.

RDC: la Sycomel propose à la Ceni un calendrier électoral prévoyant la présidentielle en décembre 2017. La Synergie des missions d'observation citoyenne des élections (Sycomel) a présenté, lundi 11 septembre, à la Commission électorale nationale indépendante une ébauche de calendrier électoral. Selon ce chronogramme, la présidentielle est prévue en décembre 2017. Cette structure appelle la Ceni à convoquer le corps électoral le 1er octobre 2017, suivant l'esprit et la lettre de l'accord de la Saint Sylvestre. Selon le coordonnateur national de la Sycomel, Abraham Djamba, si la question n'est pas traitée aujourd'hui et résolue, la RDC se dirige vers une «catastrophe.» De son côté, la CENI a indiqué que cette proposition de calendrier était la bienvenue, sans autres précisions.

Reprise timide des cours dans plusieurs écoles de Kinshasa. Une semaine après la rentrée scolaire, la reprise des cours a été effective dans plusieurs écoles de Kinshasa qui n'avaient pas ouvert leurs portes depuis le 4 septembre suite à l'appel à la grève lancé par le Syndicat national des enseignants. Cependant, les élèves ne se sont pas présentés en grand nombre dans plusieurs établissements scolaires, ont constaté des reporters de Radio Okapi qui ont fait la ronde de certaines écoles publiques de la capitale lundi 11 septembre.

Sud-Kivu: un militaire tué à Buganga dans des conditions confuses à Kalehe. Un militaire a trouvé la mort lundi 11 septembre dans la soirée à Buganga, une localité du territoire de Kalehe (Sud-Kivu), dans des circonstances non encore élucidées. D'après des sources militaires, la victime est décédée à la suite d'une embuscade que des «hors-la loi» avaient tendue à une unité de l'armée en patrouille dans la région. Cette version a été contredite par des sources locales, selon lesquelles le décès de ce militaire est survenu à la suite des heurts qui ont opposés une unité des forces armées de la RDC à la population de Buganga.

Des experts africains réfléchissent sur des stratégies de diminution du taux de mortalité. Des experts africains réfléchissent sur les changements stratégiques à mettre en place pour diminuer le taux de mortalité des mères et des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre, conformément aux objectifs de développement durable (ODD). A l'issue d'un atelier des quatre jours organisé à Kinshasa, du 8 au 11 septembre, le conseiller principal de suivi et développement de l'enfant au bureau de l'Unicef, Dr Ngashi Ngongo, a indiqué que cinq pays, dont la RDC, constituent plus de 70% de la mortalité en Afrique.

Ville morte à Butembo pour protester contre l'insécurité. Butembo a ressemblé à une «ville fantôme» mardi 12 septembre, selon certains habitants de cette ville du Nord-Kivu, à la suite journée ville morte décrétée par la coordination urbaine de la société civile locale. Elle exige proteste contre l'insécurité qui prévaut dans cette entité depuis environ dix mois. Elle exige aussi la démission des autorités administratives et sécuritaires de cette ville commerciale du Nord-Kivu. Tous les magasins, les boutiques, les banques et même les écoles n'ont pas ouvert les portes à Butembo ce mardi. Les étudiants ont également maintenu leur mouvement de grève.

La Ceni compte enrôler 3,1 millions d'électeurs au Kasaï et Kasaï-Central. La Commission électorale nationale indépendante compte enrôler 3 098 015 électeurs, soit 1. 535. 000 au Kasaï-Central et 1.563 015 dans le Kasaï. L'enrôlement des électeurs a débuté mardi 12 septembre à Kananga (Kasaï-Central) et à Tshikapa (Kasaï). La Ceni indique avoir ouvert quinze centres pilotes pour chaque ville, soit trois par commune. Le ministre provincial des Affaires sociales du Kasaï-Central, Bernard Kambala Kamilolo, estime que cette opération prouve le retour de la paix dans la province.

Ituri: la population lapide un militaire qui a fusillé un enfant à Nyandura. Les habitants de Nyandura, un village situé à près de 400 km au nord de Bunia (Ituri) ont tué un militaire à coups de pierre et bâtons, lundi 11 septembre dans la soirée. Ce soldat était accusé d'avoir tué par balles un enfant de douze ans. Un responsable de la police dans la région, qui a requis l'anonymat, rapporte que cet enfant était monté sur un arbre pour cueillir des fruits. Quelques instants après, avait surgi ce soldat congolais, muni d'une arme, il a tiré à bout portant sur cet enfant qui était encore perché sur l'arbre. Il l'aurait confondu à un gibier, estiment les mêmes sources.

Kwango : 13 morts dans un accident de circulation sur la nationale numéro 1. Treize personnes sont mortes ce mardi 12 septembre dans un accident de circulation sur la nationale numéro 1 dans la province du Kwango. Le bus dénommé EDNC en provenance de Kikwit en partance pour Kinshasa est entré en collision avec une voiture taxi à hauteur de km 316. Le changement brusque de bande de circulation du conducteur du bus serait à la base de ce drame, selon des sources officielles à Kenge.

Noel Tshiani promet de mettre son expérience au service du développement du pays. Noel Tshany Mwa dia Mvita, candidat déclaré aux prochaines présidentielles en RDC, promet de mettre son expérience de banquier au service du développement de la RDC. Il invite toutes les classes sociales congolaises à bien examiner le projet de société de chaque prétendant au poste de chef de l'Etat avant de le soutenir. Son programme de société qu'il a nommé «Plan Marshall de Noël Tshiani pour la RDC» est contenu dans un ouvrage intitulé «la force du changement».

La 72e assemblée générale des Nations Unies s'ouvre ce mardi à New York. La 72e session de l'assemblée générale des Nations Unies s'ouvre ce mardi 12 septembre à New York. Des délégations des Etats membres de l'Organisation dont celle de la RDC prendront part à ces assises, parce que la situation de la RDC figure dans l'agenda des rencontres en marge de ce forum international. Une réunion consacrée à la RDC se tiendra en marge de cette session de l'ONU. Elle sera présidée par le chef des opérations de maintien de la paix.

Mercredi 13 septembre.

RDC: 400 cas de paludisme répertoriés parmi les déplacés de Bwito. Environ 400 cas de paludisme ont été répertoriés au centre de santé de Rusamambo en groupement Ikobo, dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu) rien que pour le mois d'août, renseignent les sources médicales. Les mêmes sources affirment qu'en plus du paludisme, 299 cas d'infections pulmonaires aigus ont été aussi répertoriés. La majorité des malades enregistrés sont des enfants de déplacés de moins de 5 ans, venus de Misingi, Kikuku, Nyanzale, Mutanda, Bwalanda dans la chefferie de Bwito. Ces personnes déplacées ont fui les conflits inter-ethniques qui opposent les communautés dans la région de Nyanzale depuis deux ans.

Haut-Lomami : le choléra fait 26 morts en un mois. Vingt-six personnes sont mortes du choléra depuis la déclaration en août dernier de l'épidémie de cette maladie infectieuse dans la province du Haut-Lomami. Plus de mille cas de choléra sont déjà enregistrés depuis août. Les localités les plus touchées sont celles de Mulongo, où

les services de santé ont enregistré 580 malades de choléra et 20 décès, et de Kinkondja, où l'on dénombre 530 malades et 6 décès. Pour combattre cette épidémie, plusieurs sites de chloration d'eau sont implantés depuis quelques semaines le long du lac et du fleuve, a fait savoir le ministre provincial de la santé. Un site de prise en charge urgent des malades a également été installé au bord du lac Kabamba.

Rutshuru: trois détenus meurent. Trois détenus sont morts de faim le weekend dernier à la prison centrale de Rutshuru (Nord-Kivu), a indiqué l'administrateur du territoire de Rutshuru mardi 12 septembre. Selon lui, ce drame est dû aux mauvaises conditions carcérales et à la malnutrition. Depuis plusieurs mois, la prison centrale de Rutshuru fait face au problème de rupture de stock de nourritures des détenus.

Elections des gouverneurs en RDC : les résultats de la Tshopo et du Haut-Lomami validés. La cour d'appel de Kisangani et celle de Lubumbashi ont validé, mardi 12 septembre, les élections des gouverneurs et vice-gouverneurs de la Tshopo, et du Haut-Lomami, tel que publiés par la Commission électorale nationale indépendante. Dans son audience publique organisée à Kisangani, la cour confirme Constant Lomata Kongoli et Gaspard Akoko respectivement comme gouverneur et vice-gouverneur de la Tshopo. Les deux personnalités ont été élues à l'issue du second tour des élections de gouverneur et vice-gouverneur organisé le 29 août dernier. La cour d'appel de Lubumbashi a pour sa part proclamé Jackson Kalenga Mwenzemi gouverneur de la province du Haut-Lomami. Mme Chimène Lunda Polipoli est élue vice-gouverneur.

Sortie d'une nouvelle plateforme politique en RDC, OTAP. L'Opposition transitoire à l'appui au peuple (Otap) est une nouvelle plateforme politique, qui a effectué sa sortie officielle mardi 12 septembre à Kinshasa. Otap se donne pour mission de rapprocher toutes les forces politiques du pays, en vue de résoudre la crise née de la non-tenue des élections.

Meurtres des experts de l'ONU : le prononcé des juges attendu mardi 19 septembre. Les juges du tribunal militaire de Kananga au Kasai-Central, devront se prononcer mardi 19 septembre sur l'affaire du double meurtre d'experts de l'ONU. Douze prévenus comparaissent pour crime de guerre, terrorisme et participation à un mouvement insurrectionnel. L'audience de mardi 12 septembre a tourné autour des irrégularités soulevées par la défense dans les procès-verbaux élaborés par les Officiers de police judiciaire (OPJ), établis lors de l'interrogatoire des personnes accusées. Après débat, l'affaire a été prise en délibéré.

Kongo-Central : Kasangulu plongé dans le noir suite au vol d'un câble. La cité de Kasangulu, située à plus de 340 Km à l'est de Matadi (Kongo-Central) connaît depuis trois semaines une pénurie d'électricité. D'après des sources de la Société nationale d'électricité au Kongo-Central, cette situation est consécutive au vol par des inciviques du câble électrique principal qui alimente la cité en énergie électrique provenant du barrage hydroélectrique de Zongo.

Butembo: les journées ville morte paralysent les activités économiques. L'organisation des journées ville morte paralyse les activités économiques dans la ville de Butembo au Nord-Kivu, a déploré mercredi 13 septembre le président de la Fédération des entreprises du Congo (Fec), Polycarpe Ndivito. Il parle notamment du secteur de l'import et export, qui perd «des millions de dollars» à cause de cette situation. C'est depuis trois semaines que la société civile appelle à des journées ville morte pour protester contre l'insécurité dans la ville. Elle exige la démission du maire et du conseil urbain de sécurité, en organisant une série de manifestations. Une situation qui ne favorise pas les échanges commerciaux avec les opérateurs économiques des autres provinces, a dénoncé Polycarpe Ndivito. Il appelle les autorités du pays à trouver une solution à cette situation, au risque d'enregistrer encore des pertes.

Accrochage entre policiers et adeptes de Waminene à Lisala: le gouvernement indemnise les victimes. Le gouvernement de la RDC dit avoir indemnisé toutes les familles qui ont été victimes ou affectées lors de l'assaut des forces de l'ordre contre le siège des adeptes de la secte religieuse de Waminene le 20 décembre 2016 à Lisala (Mongala). Selon le ministre provincial des Affaires sociales et humanitaires, Didier Mazongo, l'enveloppe de l'indemnisation s'élève à 62 millions des francs congolais (environ 40 000USD). L'assistance a été apportée aux victimes selon la nature du préjudice subi. Les sinistrés ont reçu de l'argent pour reconstruire leurs habitations incendiées et les blessés, de quoi compenser les factures de leurs soins de santé. Les familles, qui ont perdu leurs proches, ont reçu de l'argent en signe de compassion, a détaillé le ministre. M. Mazongo, n'a cependant pas précisé la hauteur de l'enveloppe que chaque victime a spécifiquement touchée.

Kasai-Central: des agents de l'Office des routes réclament le départ de leur directeur provincial. Les travailleurs de l'Office des routes du Kasai-Central réclament le départ de leur directeur provincial et de toute son équipe. Ces agents reproche à leur directeur la mauvaise gestion, pointant notamment le fait que tous les revenus de location du matériel de la société sont introuvables.

Nord-Kivu : toujours pas de rentrée scolaire dans certains villages de Walikale. La rentrée scolaire n'est toujours pas effective dans quelques villages du groupement d'Ikobo, en territoire de Walikale (Nord-Kivu). Des sources locales ont indiqué, mercredi 13 septembre, que les populations avaient fui à cause des rumeurs propagées depuis quelques semaines, faisant état d'une imminente attaque des miliciens Mai-Mai Mazembe, contre leur ennemi, le NDC/Rénové de Guidon, dont les forces seraient concentrées autour de Bukumbirwa. Si la sécurité n'est pas rétablie, l'année scolaire 2017-2018 risque d'être perturbée dans cette partie du territoire de Walikale.

RDC : 441 violations des droits humains enregistrées en août. Quatre cent quarante et un cas de violations des droits humains ont été documentés en août 2017. Le directeur du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH), José Maria Aranaz, a livré ces chiffres. Selon José Maria Aranaz, 54 exécutions sommaires extrajudiciaires attribuées aux agents étatiques ont également été recensées en août. La PNC, les FARDC et l'ANR étaient responsables de la majorité des violations des droits humains et 64% des violations ont été commises par les agents étatiques. Les principaux types de violations documentées sont les droits à la liberté et à la sécurité de la personne, le droit à l'intégrité physique. Par contre, dans le cadre de la lutte contre l'impunité, José Maria Aranaz a salué les efforts du gouvernement qui se sont traduits pour le même mois d'août 2017, par 12 condamnations au sein de l'armée et 5 au sein de la police pour les actes constitutifs de violations des droits humains.

RDC : les femmes veulent s'unir pour gérer la chose publique et résoudre les conflits. Une soixantaine de femmes venues de toutes les provinces de la RDC et réunies au sein d'un forum ont pris la résolution de fédérer les organisations des femmes congolaises afin de participer à la gestion de la chose publique. Ce forum des femmes se tient depuis le mardi 12 septembre à Kinshasa. Selon la Synergie des femmes victimes de violences sexuelles (SFVS) qui organise ces assises, il faut que la femme se prépare à participer à la résolution pacifique des conflits en RDC.

RDC : le forum sur la paix dans le Grand Kasai s'ouvre le 17 septembre à Kananga. Selon un communiqué rendu public par le conseiller en communication du vice-Premier ministre de l'Intérieur, ces travaux mettront ensemble les forces vives de cinq provinces issues du Grand Kasai : le Kasai Oriental, le Kasai, le Kasai-Central, le Sankuru et la Lomami. Le document indique que ces entités ont été récemment affectées par le phénomène Kamuina Nsapu. Ces discussions de trois jours tourneront autour de la réconciliation et le développement de l'espace kasaïen.

Jeudi 14 septembre.

La RDC lance un plan renforcé de la riposte au choléra. Le ministère de la Santé, avec l'appui de ses partenaires dont l'OMS, a mis en place mercredi 13 septembre un plan de renforcement de la riposte à l'épidémie de choléra. Cette maladie affecte à ce jour 20 des 26 provinces de la RDC. Le Dr Ernest Dabire, chef des urgences en santé au bureau de l'OMS/RDC, a livré cette information au cours de la conférence de presse hebdomadaire des Nations unies à Kinshasa : Il fait remarquer que le choléra est une préoccupation qui perdure depuis quelques années en RDC. Il est nécessaire de renforcer la réponse et d'organiser les partenaires autour de la réponse et en appui au ministère de la Santé. Le risque de propagation demeure encore très élevé vers la région du Grand Kasai, où les conditions sanitaires et sécuritaires dégradées accroissent encore la vulnérabilité face à cette épidémie, prévient l'OMS. A la date du 2 septembre 2017, les autorités de la RDC avaient déjà recensé un total cumulé de 24.217 cas suspects, dont 528 décès.

Goma : peine de mort requise pour un policier qui a tué un motard. Le ministère public a requis mercredi 13 septembre la peine de mort contre le policier Kambale Sikuli, accusé d'avoir fusillé un motard il y a un mois. Le prévenu avait tiré sur le motard Maisha Ndeze Innocent, devant l'hôtel du gouvernement provincial, l'ayant pris, dit-il, pour un voleur. Le verdict de cette affaire pourrait intervenir dans dix jours, selon le président du tribunal.

RDC : la Majorité rejette l'idée d'«une transition sans Joseph Kabila».

« Joseph Kabila se conforme aux dispositions de la Constitution et de l'accord de la Saint Sylvestre pour la tenue des élections en RDC », a affirmé Atundu Liongo, porte-parole de la Majorité présidentielle, précisant que cet accord « trace une feuille de route consensuelle, sur le renouvellement de la classe politique dans la bonne fin du processus électoral. » Le président Kabila, a-t-il insisté, se conforme en toutes circonstances aux dispositions de ces deux instruments juridico politiques. Atundu Liongo a par ailleurs soutenu qu'il n'existait pas de crise de légitimité en RDC. Des organisations de la société civile de la RDC et certains mouvements citoyens ont signé vendredi 18 août à Paris (France) le «Manifeste du citoyen congolais», dans lequel ils exigent «une transition

citoyenne, dont les animateurs seront désignés à la suite d'une concertation nationale ayant pour mission principale d'organiser des élections crédibles, transparentes, ouvertes et libres et qui n'en seront candidats.» Il s'agit d'une thèse déjà défendue par l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), principal parti de l'opposition.

Tanganyika : des avocats formés sur la protection des victimes et témoins de violences sexuelles. Une quarantaine d'avocats et membres de la société civile suivent-depuis mardi 12 septembre à Kalemie dans la province du Tanganyika-une formation sur la protection des victimes et des témoins de violences sexuelles en zone de conflits armés. Selon les organisateurs de cet atelier, cette formation se déroule dans un contexte de l'aggravation de violences sexuelles dans le Tanganyika. Selon les chiffres du Bureau conjoint des Nations unies pour les droits de l'homme (BCNUDH), 154 cas de violences sexuelles ont été documentés dans cette province depuis le mois de janvier 2017.

Nord-Kivu : tension communautaire après la découverte de corps des deux jeunes gens enlevés à Kikuku. La tension est toujours perceptible jeudi 14 septembre matin, entre les communautés ethniques de Kikuku, dans la chefferie de Bwito, en territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). La veille, la coalition de jeunes Nande et Hunde se sont attaqués à la communauté Hutue, après la découverte mardi dernier dans la forêt, des corps de deux jeunes gens enlevés il y a un mois par des hommes armés. Après avoir enterré ces jeunes, les communautés Nande et Hunde, se seraient attaqués aux hutus. Trois personnes ont été blessées à la machette, selon des sources qui ont requis l'anonymat. Dans la soirée, les soldats Fardc ont dû tirer en l'air pour disperser la foule munie de machettes qui tentaient de s'attaquer aux déplacés.

Sud-Kivu : les Fardc reprennent le contrôle de la cité de Kilembwe. Les Forces armées de la RDC ont repris mercredi 13 septembre, le contrôle de la cité de Kilembwe à l'extrême sud du territoire de Fizi (Sud-Kivu), qui était occupée par des miliciens. Le général Bwange Safari Gustave a cependant souligné que la route entre Lulimba et Kilembwe, long de 80 kms, n'était pas encore accessible au trafic suite à une opération de ratissage qu'effectuent les troupes régulières notamment dans le village de Lwiko. C'est à Lwiko ainsi que dans d'autres villages comme Penemende, Makola, Mapanda, Kiungwe et Maindombe-des villages situés à cheval entre le Sud-Kivu et le Maniema-que les assaillants avaient installé leur base arrière avant d'attaquer Kilembwe-centre la nuit de lundi à mardi dernier.

Kasaï-Central : les autorités annoncent la distribution de 2,7 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide. Des moustiquaires imprégnées d'insecticide vont être distribuées au Kasaï-Central à partir du 20 septembre pour lutter contre le paludisme. Au total, 2,7 millions de moustiquaires vont être remises à environ 4,5 millions de personnes. Selon le chef de division provinciale de la santé, Dr Eugénie Misenga, le paludisme est la première maladie pour laquelle les habitants de la province consultent les services de santé. C'est également la première cause de mortalité au Kasaï-Central. Cette distribution est financée par l'Usaid. Sa mise en œuvre sera assurée par l'Unicef.

RDC : les ONG Aeta et Odep opposés au vote semi-électronique. Agir pour des élections transparentes et apaisées (Aeta) et l'Observatoire de la dépense publique (Odep), deux organisations de la société civile travaillant respectivement dans les secteurs de la gouvernance électorale et des finances publiques demandent à la population congolaise et aux partis politiques de rejeter catégoriquement le mode de vote semi-électronique envisagé par la Ceni. Pour ces deux structures, « le vote électronique ou semi-électronique serait une quatrième manœuvre pour le retardement des élections et une opportunité d'affaires pour les commanditaires ». Elles s'inquiètent du caractère affairiste que prennent des dépenses liées au processus électoral en RDC qui devient de plus en plus budgétivore.

RDC : l'opposant Martin Fayulu demande l'audit du fichier de la Ceni. Martin Fayulu, président du parti politique de l'opposition Engagement pour la citoyenneté et le développement (Ecide), a demandé jeudi 14 septembre, l'audit du fichier électoral de la Commission électorale nationale indépendante. Il conteste les chiffres des personnes enrôlées présentés par la Ceni. « Vous prenez la province du Sankuru qui en 2006 avait enrôlé quatre cent cinquante-trois mille quatre-vingt-neuf personnes et en 2011 six cent quarante mille cent quatre-vingt-dix-sept personnes et la Ceni a fait une opération de cartographie pour dire que le Sankuru en 2017 devrait enrôler huit cent vingt-sept mille personnes. Mais à la fin de la course, on constate que la Ceni a déjà enrôlé un million neuf cent trente-quatre mille six cent soixante-quatre personnes. D'où sont venus ces million neuf cent ? Ce n'est pas crédible. Nous demandons l'audit de ce fichier électoral très rapidement pour constater que ce fichier est corrompu et dès qu'on constate que ce fichier est corrompu, on tire les conséquences », affirme Martin Fayulu. En réaction aux préoccupations du président de l'Ecide, le rapporteur de la Ceni indique que son institution est disposée à subir un audit du fichier électoral en vue de certifier sa fiabilité.

Rentrée parlementaire : les projets de loi sur le CNSA et sur la répartition des sièges présentés comme prioritaires. La session parlementaire de septembre s'ouvre vendredi 15 septembre à Kinshasa, après trois mois des vacances des députés et sénateurs. Au regard des enjeux politiques de l'heure et l'exigence d'organiser les élections avant fin 2017, l'examen et l'adoption des projets de loi organique sur le Conseil national de suivi de l'accord et la loi sur la répartition des sièges ainsi que la révision de la loi électorale se présentent comme des priorités. Toutefois, parmi les arrières de la session de mars 2017, il y a le projet de loi sur la révision du code minier dont l'examen avait déjà été entamé à l'Assemblée nationale comme une matière prioritaire tel que demandé par le gouvernement en vertu de l'article 117 de la constitution. Par ailleurs, étant une session essentiellement budgétaire, le gouvernement sera appelé à déposer dans un délai raisonnable le projet de loi sur la reddition des comptes mais aussi le projet du budget 2018. Cette session est considérée comme la toute dernière si l'on se conforme à l'accord de la Cenco qui prévoit des élections à la fin de cette année.

Vendredi 15 septembre.

RDC : 7 millions d'enfants affectés par la crise dans le Grand Kasai. La crise dans le Grand Kasai a affecté sept millions d'enfants, estime le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). Ces enfants ont un accès très réduit aux services de base comme l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement et la protection de l'enfant. «Avec les partenaires qui sont les nôtres, nous intervenons avec des programmes multisectoriels dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la protection des enfants. Nous avons pu apporter une aide à plus de 500 000 personnes dans la région du Kasai avec des opérations multisectorielles. Nous intervenons au niveau de la prise en charge d'enfants souffrant de la malnutrition aiguë sévère. Nous apportons aussi un appui au niveau des kits d'eau et assainissement», détaille, chef de la Communication à l'Unicef RDC. L'Unicef est intervenu aux mois de juin et juillet pour rendre possible l'organisation des examens de fin de l'année. Dans un rapport publié au mois de juillet, Ocha s'alarmait de la situation des enfants qui sont affectés par le conflit dans les provinces du Kasai, Kasai-Central, Kasai-Oriental, de la Lomami et du Sankuru. Ocha cite une étude qui indique que 40 à 60% des effectifs des milices sont constitués des enfants. La plupart d'entre eux sont âgés de moins de 15 ans.

Mambasa : 52 enseignants en grève pour réclamer le paiement de leur salaire de juin. Cinquante-deux enseignants des écoles officielles et conventionnées protestantes sont en grève depuis jeudi 14 septembre. Ils réclament à la Caritas développement du Diocèse catholique de Wamba le paiement de leur salaire du mois de Juin. En juillet dernier, des bandits s'étaient introduits dans la chambre de l'agent payeur de la Caritas à Niania dans le territoire de Mambasa et volé les salaires des mois de juin et juillet de ces enseignants. Caritas n'a jusqu'à présent remboursé que le salaire du mois de juillet.

RDC : les travaux du forum sur la paix s'ouvrent lundi 18 septembre. Les travaux du forum sur la paix dans l'espace Kasai va débuter lundi 18 septembre pour se clôturer mercredi 20 septembre à Kananga dans le Kasai-Central, selon la télévision nationale (RTNC). Ces assises devraient s'ouvrir vendredi 15 septembre. Ces travaux tourneront autour de la réconciliation et le développement de l'espace kasaien. Ils mettront ensemble les forces vives de cinq provinces issues du Grand Kasai: le Kasai-Oriental, le Kasai, le Kasai-Central, le Sankuru et la Lomami. Ces entités ont été récemment affectées par le phénomène Kamuina Nsapu.

Kinshasa : la police saisit des véhicules abandonnés le long des artères. La Police nationale congolaise (PNC) a saisi, jeudi 14 septembre, une dizaine de véhicules et épaves abandonnés le long des artères de la ville de Kinshasa. Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'opération «Kin sans épave», lancé la veille. Cette opération «Kin sans épave» cible tout véhicule abandonné le long des principales artères de la ville de Kinshasa ainsi que tous les garages longeant les routes dans la ville de Kinshasa.

Nord-Kivu : carence de vivres dans la prison centrale de Rutshuru. La prison centrale de Rutshuru au Nord-Kivu est confrontée à une carence de vivres depuis plusieurs jours, ont alerté jeudi 14 septembre des sources proches du parquet militaire et de l'administration du territoire. D'après ces sources, l'aide alimentaire que l'église catholique octroie par charité pour la survie des prisonniers ne subvient plus aux besoins accrus des détenus, estimé à des centaines. Cette situation fait que plusieurs centaines de pensionnaires de la prison centrale de Rutshuru meurent de faim. La ministre provinciale de la Justice, Irène Sifa Masumbuko fait savoir que le gouvernement provincial accorde toujours un fond supplémentaire à chaque prison en cas de rupture des stocks des vivres. Cependant, pour remédier d'urgence à cette carence en vivres à la prison centrale de Rutshuru, Mme Masumbuko préconise, sans plus de précisions, la mise en place d'un plan d'exploitation de la concession pénitentiaire de Nyongera.

RDC : une plateforme des jeunes rejette l'idée du référendum et du vote électronique. Le Conseil national des jeunes (CNJ), une plateforme qui réunit les organisations des jeunes de la RDC rejette toute idée de référendum et du vote électronique. «Nous sommes catégoriquement contre ce référendum parce que nous ne voyons pas son importance pendant cette période délicate», a affirmé jeudi 14 septembre, le porte-parole de cette structure, Emmanuel Katshunga, lors d'un atelier sur la tenue des élections en 2017 et l'alternance pacifique. En juin 2017, le secrétaire général adjoint de la MP, Joseph Kokonyangi, avait plaidé pour l'organisation d'un référendum afin de sortir de la crise politique persistante qui prévaut en RDC. Le porte-parole du CNJ invite le président de la République «d'instruire au gouvernement et aux membres de sa famille politique de cesser d'instrumentaliser les institutions d'appui à la démocratie.»

Le général Sikatenda en détention à Kinshasa. Frédéric Mawazo, frère du général à la retraite Sikatenda indique avoir été alerté par ce dernier en date du 14 septembre depuis son lieu de détention à Kinshasa. « Notre frère Sikatenda, qui allait en soins vers la Tanzanie, a été enlevé à Kalemie. De Kalemie, on l'a amené à Lubumbashi et de là, il s'est retrouvé ici à Kinshasa. De l'aéroport, on l'a conduit directement au Département de renseignements militaires à Kintambo », a rapporté à Radio Okapi M. Mawazo, se disant inquiet du fait que les services de sécurité congolais n'ont officiellement donné aucune explication à la famille du général concernant cette arrestation. Les forces de sécurité soupçonnent le général Sikatenda d'être en connivence avec le chef Mai-Mai Yakutumba, dont la milice est très active dans le Fizi, au Sud-Kivu.

Ntumba Luaba préconise la tenue d'états généraux de la Nation. Alphonse Ntumba Luaba, coordonnateur du mouvement citoyen «Debout Congolais Bâtissons», candidat déclaré à l'élection présidentielle, plaide pour la tenue d'états généraux de la Nation si les élections ne sont pas organisées le 31 décembre 2017. Ce «forum inclusif » devrait désigner les animateurs neutres de toutes les institutions de la République, capables de conduire le pays vers les élections dans une courte période de transition.

RDC : Léon Kengo appelle la Ceni à publier un « calendrier électoral acceptable par tous ». «La Ceni a le devoir républicain de publier le calendrier électoral acceptable par tous», a déclaré le président du Sénat, Léon Kengo wa Dongo, à l'ouverture de la session parlementaire vendredi 15 septembre à Kinshasa. Il a invité le Gouvernement à mettre à la disposition de la Commission électorale nationale indépendante tous les moyens nécessaires à la réalisation d'élections crédibles. Selon l'accord du 31 décembre 2016, ces scrutins devraient être organisés au plus tard en décembre 2017. Le président du Sénat a en même temps souligné l'obligation qui incombe au Parlement de voter la loi organique du Conseil national de suivi de l'accord et du processus électoral (CNSA) et les lois relatives aux élections. Dans son discours, il a dressé un état des lieux préoccupant de la situation politique et économique du pays, insistant sur la nécessité de promouvoir la démocratie par l'organisation des élections régulières et le respect des libertés fondamentales.